

QUAND L'HISTOIRE  
BÉGAIE :  
DE 1930 À 2027,  
UNE DÉMOCRATIE  
EN DANGER

## Un nouveau maccarthysme à la française

SALAH LAKOUES

## Le silence des plumes...

MUSTAPHA AGGOUN

## ■ La République des Lumières face à ses ombres africaines

LAALA BECHETOULA

## ■ Trouver sa voie

AREZKI DERGUINI

QUELQUES RÉFLEXIONS  
SUR LA QUESTION DE L'IDENTITÉ  
DANS LE CONTEXTE ALGÉRIEN  
TROISIÈME PARTIE

## L'identité et la liberté d'expression

DJAMEL LABIDI



## ■ Permanence commerciale : simple règle ou vrai problème de société ?

CHERIF ALI

## ■ «Quand l'innocence est assassinée : un appel à la justice internationale»

KHALED CHEBLI

## ■ Livres : système et pouvoirs

BELKACEM AHCENE-DJABALLAH

## Le Qatar, champion, d'Europe !

«Champion mon frère !» *tweete Jupiter*

HADJ AHMED BEY



QUAND UNE ATHLÈTE  
DEVIENT CIBLE DES  
OBSESSIONS MÉDIATIQUES  
ET IDÉOLOGIQUES

## Imane Khelif ou le ring des fantasmes

LAALA BECHETOULA





## Malnutrition sévère 70.000 enfants nécessitent un traitement urgent à Ghaza

Mohamed Mehdi

Mercredi, 607<sup>e</sup> jour de l'agression sioniste et 95<sup>e</sup> jour de blocus humanitaire total, l'armée génocidaire d'Israël intensifie ses massacres contre la population civile de Ghaza. Le bilan statistique quotidien du ministère palestinien de la Santé, publié hier, indique que le nombre de victimes arrivées dans les hôpitaux, durant les précédentes 24 heures, s'est élevé à 97 martyrs et 440 blessés. Ce nouveau bilan porte à 54.607 martyrs et 125.41 blessés, le nombre de victimes depuis le début du génocide israélien à Ghaza, et à 4.335 martyrs et 13.300 blessés depuis la reprise des bombardements le 18 mars 2025. Hier, des sources hospitalières ont indiqué à Al Jazeera que les bombardements des forces d'occupation israéliennes, depuis l'aube jusqu'à 15h, avaient fait 41 martyrs et des dizaines de blessés dans différentes régions de Ghaza.

En outre, une source médicale à l'hôpital Nasser, citée par Al Jazeera, a rapporté le martyr d'au moins 18 Palestiniens, dont plusieurs enfants, à la suite d'une frappe de drone israélien, survenue mercredi matin, visant des tentes de personnes déplacées à l'intérieur d'une école à l'ouest de Khan Younes dans le sud de l'enclave. La même source a ajouté que les bombardements israéliens sur la ville d'Abasan al-Kabira ont fait deux martyrs, tandis qu'une autre frappe visant un appartement dans le centre de Khan Younes a entraîné le martyr d'un enfant. Dans le nord de Ghaza, une source à l'hôpital al-Shifa a signalé le martyr de deux Palestiniens lors d'une frappe israélienne visant Jabalia al-Balad. Pour le 95<sup>e</sup> jour successif, l'entité sioniste continue de bloquer les entrées de l'aide alimentaire, médicale et le carburant pour les hôpitaux et les véhicules des services de secours des établissements hospitaliers et de la Protection civile. Le Programme alimentaire mondial (PAM) estime que l'ensemble des habitants de Ghaza souffrent d'insécurité alimentaire. Dans une déclaration rapportée par Al Jazeera, le PAM évalue à «100% de la population de Ghaza (qui) souffre d'insécurité alimentaire grave», ajoutant que «70.000 enfants nécessitent un traitement urgent pour malnutrition sévère». «Chaque famille de Ghaza lutte pour assurer son prochain repas», ajoute l'organisation onusienne.

**CONSEIL DE L'EUROPE :  
LES ACTES ISRAËLIENS  
S'APPARENTENT À UN  
NETTOYAGE ETHNIQUE  
ET UN GÉNOCIDE**

Un «document confidentiel» de la Commission des droits de l'homme de l'Union européenne, «préparé en novembre 2024», a révélé qu'Israël «viole le droit international humanitaire et utilise la famine comme arme lors de ses opérations militaires dans la bande de Ghaza», a indiqué mercredi Al Jazeera.

Le rapport, soumis à l'époque à la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UE, faisait état d'avertissements de l'envoyé européen pour les droits de l'homme qui «suggérerait qu'Israël pourrait avoir commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité à Ghaza» et «recommandait le gel du dialogue politique et l'arrêt des exportations d'armes vers ce pays», poursuit Al Jazeera. Le 23 mai dernier, Saskia Kluit, la rapporteuse de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), a déclaré que les événements en cours dans la bande de Ghaza «risquent de s'apparenter à un nettoyage ethnique et à un génocide». Dans sa déclaration, Mme Kluit a évoqué le «blocus total» qui empêche l'acheminement des «fournitures humanitaires essentielles depuis le 2 mars», le confinement de la population palestinienne de Ghaza «dans un espace qui ne cesse de rétrécir, sans échappatoire ni répit face aux bombardements et aux attaques», et les «zones dites «de sécurité» (qui) n'offrent aucune sécurité». « Tout cela, combiné aux déclarations des membres du gouvernement israélien à l'égard des Ghazaouis, rend très difficile d'ignorer que ces actes vont dans le sens d'un nettoyage ethnique et d'un génocide», a-t-elle conclu, tout en exhortant «les Etats membres du Conseil de l'Europe à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour garantir le rétablissement du cessez-le-feu et le respect du droit international». De son côté, la présidente du Parlement européen, Roberta Metsola, a appelé, le mardi 3 juin 2025, à un «accès humanitaire urgent à Ghaza», soulignant que «la situation est désastreuse sur le terrain» et réitérant «la nécessité d'un cessez-le-feu permanent», rapporte le Middle East Monitor (MEE).

S'exprimant lors d'un point de presse, Mme Metsola a déclaré : « La situation à Ghaza est catastrophique. Des enfants, des femmes et des hommes meurent chaque jour. (...) Et nous, premier contributeur à l'aide humanitaire, nous devrions nous demander où va cette aide et comment elle parviendra aux personnes qui en ont le plus besoin», ajoutant que la révision en cours de l'accord d'association UE-Israël reflétera ces préoccupations.

## Réunion du Gouvernement E-paiement, ports et dessalement au menu

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de plusieurs communications et projets concernant divers secteurs, notamment l'état d'avancement du projet d'aménagement de la baie d'Alger, la modernisation des moyens de paiement, la réduction des délais d'attente des marchandises au niveau des ports, le projet d'extension du port de Djen Djen de Jijel ainsi que le raccordement des nouvelles grandes stations de dessalement d'eau de mer, indique un communiqué des Services du Premier ministre.

La réunion a été consacrée à une communication sur l'état d'avancement de la réalisation des projets inscrits dans le cadre de la vision stratégique du Président de la République pour le

développement et l'aménagement de la baie d'Alger.

Par ailleurs, le Gouvernement a entendu une communication sur le bilan de la mise en œuvre de la feuille de route relative à la modernisation des moyens de paiement, adoptée en mai 2024, ainsi que les nouvelles mesures proposées pour le développement et la généralisation du paiement électronique, en vue de renforcer l'inclusion financière, et de simplifier et faciliter les transactions.

Le Gouvernement a également entendu un rapport d'étape sur l'état d'avancement de la feuille de route pour la réduction des délais d'attente des navires en rade et de passage portuaire des marchandises à l'importation, mise en œuvre dans le cadre de la stratégie de développement et de promotion de la ges-

tion des ports, et ce, en exécution des instructions du Président de la République données à cet effet. Dans le même contexte, le Gouvernement a également entendu une communication sur l'état d'avancement du projet d'extension du port de Djen Djen, dans la wilaya de Jijel, qui fera de ce port un important pôle d'échange de marchandises dans le bassin méditerranéen.

Enfin, et dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du programme national de dessalement de l'eau de mer, le Gouvernement a entendu une communication sur l'état d'avancement des travaux de raccordement des cinq grandes nouvelles stations de dessalement d'eau de mer, visant à améliorer l'approvisionnement en eau potable des habitants des wilayas côtières et limitrophes.

## ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

**La récente visite en  
Algérie du Président-directeur  
général du Groupe mari-**

### Une visite de plus haute importance

**sa flotte maritime.  
En somme, ce partenariat  
serait bénéfique pour les  
deux parties, selon le**

**time français «CMA CGM» s'est taillée les gros titres dans les médias, tant en Algérie qu'en France. Qu'est-ce qu'elle a de si particulier pour occuper une place aussi importante de l'actualité ? L'objet de la visite, à lui seul, lié à des aspects purement économiques, comme il en existe beaucoup par ces temps marqués par le dynamisme de l'Economie nationale et d'attractivités multiples qui ont canalisé les intérêts de nombreux investisseurs étrangers dans divers domaines, ne peut pas être derrière cette focalisation médiatique.**

**Bien évidemment, le patron de la Compagnie maritime française, qui est présente en Algérie depuis de nombreuses années, est porteur d'un projet de la plus grande importance, à savoir l'ouverture d'une ligne maritime Marseille - Oran opérée par une filiale du Groupe 'CMA CGM', la construction d'infrastructures portuaires, des terminaux de conteneurs et, surtout, une prise en main de la gestion logistique, devenue par la force des choses, une spécialité rare.**

**Un domaine auquel s'intéressaient d'autres investisseurs, dont les Emiratis, qui cherchaient à obtenir la gestion logistique de terminaux stratégiques en Algérie.**

**Dans l'ensemble, la concrétisation de ce projet économique du groupe maritime français aura des retombées socio-économiques d'une grande importance dans le sillage des ambitions des Autorités algériennes visant à faire du pays un hub maritime à l'ombre de la réalisation d'infrastructures portuaires de tailles à rivaliser avec les plus grands ports dans le Bassin méditerranéen et l'accélération de la modernisation de**

**principe gagnant-gagnant. Une importance qui se traduit également par le plus grand intérêt porté à ce projet par les plus hautes autorités du pays.**

**Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, lundi 2 juin, le P-dg de la Compagnie maritime d'affrètement - Compagnie générale maritime (CMA CGM), M. Rodolphe Saadé, en présence du directeur de Cabinet à la présidence de la République, M. Boualem Boualem, et du ministre des Transports, M. Saïd Sayoud.**

**Cette audience accordée par le président de la République au P-dg de «CMA CGM» dans des moments marqués par une profonde crise diplomatique entre Alger et Paris, qui a atteint une coupure presque totale dans les contacts institutionnels, y est pour quelque chose dans l'intérêt médiatique accordé à cet événement.**

**On sait que la France a perdu plusieurs marchés en Algérie, dans des domaines considérés comme stratégiques pour les Français, dont l'Agriculture, avec l'arrêt des importations du blé français et des bovins, et on ne comprend pas comment ce groupe peut faire l'exception dans un décor économique aussi refroidi par la crise entre les deux pays ?**

**Certains ont tenté de donner à l'événement une explication politique, en sus de son aspect économique, y voyant un pas ou un signe qui pourrait faire baisser la tension entre les deux pays, notamment quand on sait que ce même P-dg faisait partie de la délégation qui a accompagné le Président Macron en Algérie, en août 2022, et qu'il fait partie des proches du président français.**

**Le Quotidien**  
D'ORAN

Edition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
**ORAN - PRESSE**  
au Capital de 195.923.000,00 DA

**Président  
Directeur Général  
Directeur  
de la Publication**  
Mohamed Abdou  
BENABBOU

**Direction - Administration**

**Rédaction**  
63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 041.23.25.22  
23.25.23 / 23.25.24  
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

**Fax Pub:** 041.23.25.21  
**Fax et Rédaction:** 041.23.25.20

**Imp.: Oran:** imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
**Alger:** imprimerie "Le Quotidien d'Oran"  
**Constantine:** S.I.E.

**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>

**E-mail:** [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)

[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)

[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)

[lequotidiendoran@yahoo.fr](mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr)

**Diffusion:** Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone** : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax** : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77  
**E-mail** : [agence.regie@anep.com.dz](mailto:agence.regie@anep.com.dz) / [programmation.regie@anep.com.dz](mailto:programmation.regie@anep.com.dz) / [agence.oran@anep.com.dz](mailto:agence.oran@anep.com.dz) / [agence.annaba@anep.com.dz](mailto:agence.annaba@anep.com.dz) / [agence.ouargla@anep.com.dz](mailto:agence.ouargla@anep.com.dz) / [agence.constantine@anep.com.dz](mailto:agence.constantine@anep.com.dz)



## Production de vaccins antiviraux Vers la création d'un Centre de recherche en microbiologie

**L'Algérie vient de lancer un important projet de recherche et de production de vaccins, une démarche qui s'inscrit dans le cadre d'une stratégie globale de sécurité sanitaire.**



El-Houari Dilmi

Intervenant sur les ondes de la Radio nationale, hier mercredi, au lendemain de la signature d'une convention de partenariat entre le groupe Saidal, Madar Holding et l'AGERP pour la création d'un centre de recherche en microbiologie, dédié au développement de vaccins, ainsi qu'une usine de production de vaccins à usage humain et vétérinaire, le président du Groupe de recherche scientifique en virologie (AGIRP), Houssam Korib, a indiqué que l'Algérie « ne disposait pas de centre de recherche en virologie pour le développement de vaccins par des immuno-chercheurs algériens ». « La nouvelle stratégie consiste justement, en collaboration avec le ministère de l'Enseignement supérieur et la Recherche scientifique, en la création d'un Centre d'expérimentation animale et de primatologie à Biskra, une étape nécessaire pour la fabrication de vaccins humains, a-t-il expliqué. Ce projet stratégique, qui constitue un véritable enjeu sanitaire et donc de souveraineté nationale, va permettre à l'Algérie de « se positionner comme un acteur majeur dans le domaine des biotechnologies et de la production vaccinale », a-t-il souli-

gné. Et d'ajouter : « dans un premier temps, le centre permettra de contrôler et d'analyser efficacement les vaccins importés, avant de passer à une phase de production locale en vue d'atteindre l'autosuffisance vaccinale, l'objectif initial est de vérifier l'efficacité et la composition des vaccins importés », a-t-il expliqué, en évoquant « l'exemple malheureux » d'un vaccin contre la fièvre catarrhale ovine (langue bleue), importé d'Inde et qui s'était révélé contaminé, affectant le cheptel algérien. « D'ailleurs, l'une des missions essentielles de ce nouveau centre, est de travailler sur la fabrication de vaccins adaptés aux souches de virus circulant sur notre territoire national et anticiper les mutations de ces virus qui affectent notre cheptel », a encore souligné le président du Groupe de recherche scientifique en virologie.

« Ce centre d'expérimentation animale et de primatologie se concentrera sur le développement de tous types de vaccins, avec une priorité accordée à la production de vaccins vétérinaires, essentiels pour la santé animale et la sécurité alimentaire », a-t-il indiqué.

Le président du groupe AGERP a enfin adressé ses remerciements au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour « l'intérêt qu'il porte à ce type de projets de nature à consolider la position de l'Algérie dans le domaine de la fabrication d'antiviraux, garantissant ainsi la santé humaine et animale ».

## Marchés publics Le nouveau projet de décret en phase de finalisation

Le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred a souligné, mardi à l'Assemblée populaire nationale (APN), que le nouveau projet de décret exécutif relatif aux marchés publics était en cours de finalisation, précisant que ce texte confèrera davantage de dynamisme à la gestion de ces marchés. Répondant aux questions des députés dans le cadre du débat sur le projet de loi portant règlement budgétaire pour l'exercice 2022, lors d'une séance plénière présidée par le vice-président de l'APN, El Hadj Cheikh Berbera, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Kaouter Krikou, M. Bouzred a précisé que les services de son département s'attellent actuellement à l'élaboration de la nouvelle version du décret relatif aux marchés publics qui sera soumis aux services du Premier ministre, indiquant qu'il est actuellement en phase de finalisation.

Ce projet de décret intervient en exécution de la loi N 23-12 définissant les règles générales relatives aux marchés publics, promulguée en août 2023. Il a fait observer que le projet de décret exécutif fixant les modalités d'application des règles générales relatives aux marchés publics a été soumis à une seconde lecture lors de la réunion du gouvernement tenue le 25 février dernier, et qu'il a été décidé de le retirer pour sa reformulation selon une nouvelle approche. La nouvelle version vise à « simplifier, de manière substantielle, les dispositions du texte, en privilégiant la clarté et l'efficacité opérationnelle, tout en veillant à conférer davantage de dynamisme à la gestion des marchés publics aux services contractants et à renforcer leur responsabilité », a-t-il ajouté.

A une question relative aux retards accusés dans le lancement de certains projets, M. Bouzred a appelé à réfléchir à de nouvelles règles tenant compte des délais des procédures administratives et techniques relatives au projet

avant son lancement, soulignant la nécessité de créer une plateforme numérique permettant de suivre de près l'état du projet ainsi que le taux d'avancement de ses travaux, de manière à fournir à tous les intervenants des informations précises et suffisantes.

S'agissant de la finance islamique, le premier responsable du secteur a indiqué que, compte tenu des résultats positifs obtenus sur la scène bancaire nationale, une réflexion est actuellement en cours pour la création d'une banque publique spécialisée dans ce type de finance.

Concernant le nouveau système d'information des douanes (ALCES), le ministre a souligné que ses résultats sont visibles sur le terrain pour ce qui est de l'accélération du dédouanement, de la levée des marchandises, de l'accès automatisé et instantané aux données, et du recouvrement douanier qui a enregistré une hausse annuelle de plus de 10%.

**Raïna Raïkoun**  
El yazid Dib

### Le prisonnier du souvenir

**I**l est là, debout et droit comme son élégance. Démarque nonchalante avec cet air de fatigue générale qui sévit sur tout corps

né avec la naissance de la Seconde Guerre mondiale. Malgré les plis du temps et la charge des ans, il ne cesse de sillonner les artères de la ville, préférant ses anciens quartiers, les ruelles débaptisées, là où sa fougue juvénile n'est qu'un clair souvenir enseveli dans la poussière d'un siècle désolé. Un souvenir qui maintient sa vie désœuvrée et avec toutes ses vieilles et fanées joies. Il ne rit plus de l'instant ni de son morose humour mais s'éclate à une blague de Thierry Le Luron ou une bouffonnerie de Bourvil ou de Fernandel. Rien n'arrive à lui plaire, car tout lui est imparfait, des nouveaux voisins à leur manière de régenter leurs ordures ménagères au tohu-bohu de leurs rejets. De ces jeunes qui garnissent, oisifs, les carrefours au vacarme des motos supersoniques. L'évolution des mœurs, la cadence vertigineuse des jours, le tacot, le raï, le tramway, la promotion immobilière, les pantacourts, le sachet noir sont sa pire condamnation. Ce sont ces perversions, pense-t-il qui font vivre son malheur et accroissent, chez lui, l'absence d'un quelconque sourire. Pourtant, il se dit ouvert d'esprit mais n'a pas de compte ouvert en Facebook. La chaleur humaine, conçoit-il, est dans une poignée de

photos sonores. Il le regarde comme un roman désuet en compulsant au moindre rappel de souvenance, ses pages jaunies et ses clichés fripés. Il n'y a plus de mélodie dans sa tête, seul le soupir et les relents de regret d'une époque lui tiennent de romance. Son genre s'incarne dans la poésie d'Aznavor, d'El Anka ou de Charles Trenet. Il encense d'éloges l'ère où le mannequin à la jupe plissée et coiffé d'un chignon bas, n'était pas une bombonne noircie et bâchée, où le charme s'exerçait à l'œil nu, au grand jour et sans nulle hypocrisie. Comme ses icônes ne s'illustrent pas dans les pieds d'El Kouki ou de Belaïli mais au sein des prouesses des Pelé, Makhloufi ou d'Aribi. Pris en otage entre les terribles serres du souvenir; le bonhomme, encore alerte et agile, est toujours tiré à quatre épingles, toujours sur son cinq. Il ne fréquente pas les cafés, tant qu'il n'y a ni serveur, ni garçon de salle, plus de tasses et sous-tasses, plus de comptoirs, que des machines à bras, des gobelets et du plastique. Enfin, je l'ai vu défier la marche des horloges voulant arrêter leur tic-tac.

Quand l'on a consommé son temps, faut pas convoiter celui des autres et rester dans ses souvenirs, devait-il se dire.

## Khemis Miliana Quatre morts et 2 blessés dans un accident de la route

Quatre (4) personnes sont décédées et 2 autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu mercredi sur la route nationale (RN) 4 dans la commune de Khemis Miliana (est d'Ain Defla), a-t-on appris auprès de la direction locale de la Protection civile.

La Protection civile est intervenue aux environs de 5h45 pour un accident de circulation impliquant un bus et deux véhicules légers sur la RN 4, au lieu-dit «Sidi Bouderga» à l'entrée est de la ville de Khemis Miliana, ajoute le communiqué de ce corps constitué.

L'accident tragique a fait 4 morts qui ont été transférés à la morgue de l'établissement public hospitalier de Khemis Miliana et 2 blessés pris en charge sur les lieux, puis évacués au service des urgences de la même structure de santé, ajoute la même source.

## Khenchela Deux terroristes abattus

Deux (2) terroristes ont été abat-tus et deux (2) pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov et une quantité de munitions ont été récupérés, mardi, lors d'une opération de recherche et de ratissage en cours, menée par des détachements de l'Armée nationale populaire, dans le Secteur militaire de Khenchela, indique le ministère de la Défense

nationale dans un communiqué. "Dans le cadre de la lutte antiterroriste et lors d'une opération de recherche et de ratissage dans la zone d'Oued Boudekane dans le Secteur militaire de Khenchela en cinquième Région Militaire, des détachements de l'Armée nationale populaire ont abattu, aujourd'hui 03 juin 2025, deux (2) terroristes et récupéré deux (2)

pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov et une quantité de munitions", précise la même source.

"Cette opération, qui est toujours en cours, confirme la vigilance et la détermination des Forces de l'Armée nationale populaire à éliminer les résidus de ces criminels, jusqu'à leur éradication", ajoute le communiqué.





REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
MINISTERE DE L'HABITAT, L'URBANISME ET DE LA VILLE  
AGENCE NATIONALE DE L'AMELIORATION ET DU DEVELOPPEMENT DU LOGEMENT -AADL-  
DIRECTION REGIONALE D'ORAN  
Sise à bloc 23 cité 1377 logements FACE USTO – Wilaya D'ORAN

N° Identification fiscale : 000016001405697

PROGRAMME DE 185 000 LOGEMENTS  
« LOCATION-VENTE »  
Zone 01

LA RÉALISATION DE 1000/4200 LOGEMENTS EN TCE AVEC LOCAUX A USAGE COMMERCIAL ET PROFESSIONNEL ET CONCIERGERIE Y COMPRIS LES TRAVAUX DE VIABILISATION « RESEAUX TERTIAIRES » AU SITE 03 (HPC 36, HPC 37, HPC 38), AU POLE URBAIN AHMED ZABANA -COMMUNE DE MESSERGHINE- WILAYA D'ORAN.

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES  
N°71/DRORAN/AADL/2025

Conformément aux articles 36, 38, et 39 de la loi N° 23-12 du 05/08/2023 fixant les Règles Générales relatives aux marchés publics et aux articles 39, 40, 42, 43, et 44 du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public L'AGENCE NATIONALE DE L'AMELIORATION ET DU DEVELOPPEMENT DU LOGEMENT- DIRECTION REGIONALE ORAN – AADL » lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour : LA RÉALISATION DE 1000/4200 LOGEMENTS EN TCE AVEC LOCAUX A USAGE COMMERCIAL ET PROFESSIONNEL ET CONCIERGERIE Y COMPRIS LES TRAVAUX DE VIABILISATION « RESEAUX TERTIAIRES » AU SITE 03 (HPC 36, HPC 37, HPC 38), AU POLE URBAIN AHMED ZABANA -COMMUNE DE MESSERGHINE- WILAYA D'ORAN.

En application des dispositions des articles 53 à 57 du décret présidentiel N°15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public,

En application décret exécutif N°93 289 du 28/11/93 portant obligation pour toutes les entreprises intervenant dans le cadre de la réalisation des marchés publics du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique, d'être titulaire du certificat de qualification et classification professionnelle, modifié et complété par le décret exécutif N°05 -114 du 07/04/05.

En application de l'arrêté interministériel du 01/03/1983 fixant la nomenclature des activités économiques des entreprises du bâtiment, travaux publics et l'hydraulique, sous peine d'élimination.

Le présent avis d'appel d'offres s'adresse aux entreprises publiques et privées remplissant les conditions d'éligibilité suivantes : citées dans l'article 04 de l'instruction soumissionnaires.

a) Capacités professionnelles :

- Ayant la qualification et classification professionnelle à la catégorie VI (SIX) ou plus, qualifié en bâtiment comme activité principale, (en cours de validité).
- Et ayant qualification et classification professionnelles en Travaux publics ou Hydraulique en activité principale ou secondaire à la catégorie IV (Quatre) ou plus (en cours de validité).

b) Capacités financières :

- Ayant un chiffre d'affaires moyen des trois meilleurs bilans des cinq dernières années (2020, 2021, 2022, 2023 et 2024) égale ou supérieur à 700 000 000,00 DA, justifié par les bilans visés par les services des impôts.

c) Capacités techniques :

- Ayant les moyens humains et matériels suivant :

1/- Moyens humains : le soumissionnaire devra avoir minimum le personnel suivant :

- Un (01), Architecte ou ingénieur ou master dans le domaine du bâtiment, ayant une expérience supérieure ou égale à 03 ans.
  - Un (01) Technicien supérieur en bâtiment, ayant une expérience supérieure ou égale à 03 ans.
  - Un (01) Technicien supérieur en VRD ou travaux publics ou hydraulique, ayant une expérience supérieure ou égale à 03 ans.
- Justifié par les pièces administratives et réglementaires y afférent à savoir : affiliation CNAS, CASNOS diplômés, et le cas échéant fiches carrières.

2/- Moyens matériels :

Le soumissionnaire doit avoir minimum les moyens suivants :

- Système de construction Coffrage tunnel ou modulaire : au moins trois (03) jeux coffrages
- Quatre (04) camions de 15 t ou plus
- Une (01) Centrale à Béton de 60 m3/h ou plus
- Deux (02) Grues fixes
- Deux (02) pelles mécaniques.

NB : La liste des moyens matériels de l'entreprise doit être appuyé par (Cartes grises et police d'assurances, pour le matériel roulant constat récent d'huissier de justice (daté de six mois au maximum avant la date de dépôt des offres) matériel non roulant, et /ou un contrat leasing avec une banque).

3/- Références professionnelles : ayant réalisé de 2016 à 2025 des travaux remplissant l'une des conditions suivantes à savoir :

- Un projet de 500 logements en un seul tenant ou plus.
  - Ou un cumul de projets de logements d'au moins 1000 logements en prenant en considération les projets de 200 logements ou plus.
  - Où ayant réalisé un (01) projet d'équipement en totalité en TCE de catégorie D ou plus.
  - Où ayant réalisé trois (03) projets d'équipements en totalité en TCE de catégorie C ou plus.
- Justifier par des attestations de bonne exécution ou d'exécution délivré par des maîtres d'ouvrages publics, datant de moins de dix ans à partir de la date de réception provisoire.
- Cette attestation doit contenir les informations suivantes ou accompagné des documents ci-après :
  - L'intitulé du projet
  - Le montant du projet
  - Catégorie du projet
  - Délai de réalisation
  - Date du procès-verbal provisoire.

L'engagement de travail en (3\*8) est obligatoire faute de quoi l'offre sera rejetée.  
Si l'une des conditions d'éligibilité n'est pas satisfaite, l'offre sera rejetée systématiquement.

Le dossier de candidature ne peut être complété.

- Noter bien que les moyens humains et matériels ayant été utilisés dans un projet objet d'appel d'offres (réalisation) AADL 03, ne peuvent être pris en compte au présent appel d'offres.
- L'entreprise peut soumissionner pour un ou plusieurs projets avec des moyens humains et matériels de l'offre technique distinct.

Le cahier des charges doit être retiré par le candidat soumissionnaire ou son représentant désigné à cet effet sur présentation d'un extrait du registre de commerce ou une copie du certificat de qualification et de classification professionnelle contre le paiement de Vingt Mille (20 000,00 DA), au niveau de la Régie de la Direction Régionale d'Oran, non remboursable représentant les frais de la documentation contre la remise d'un reçu de paiement à joindre dans l'offre technique, le dossier de l'appel d'offre sera retiré auprès de :

La Direction Régionale AADL d'Oran.

Sise à bloc 23 cité 1377 logements FACE USTO – Wilaya D'ORAN

Conformément à l'article 47 de la loi N°23-12 du 05/08/2023 fixant les Règles Générales, relatives aux marchés publics et l'article 67 du décret présidentiel n° 15 -247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, le dossier de l'appel d'offre mis à la disposition des soumissionnaires, contient les renseignements et les documents nécessaires lui permettant de présenter des offres acceptables à savoir :

- Dossier de candidature
- Offre Technique
- Offre Financière

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique », « offre financière » selon le cas.

Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme comportant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres –avis d'appel d'offres N°.....l'objet de l'appel d'offres » et elles contiennent :

I- L'enveloppe dénommée « DOSSIER DE CANDIDATURE » abritera :

1. Une déclaration de candidature (selon modèle ci-joint) renseignée, signée, datée, avec apposition de cachet
2. Une déclaration de probité (selon modèle ci-joint) renseignée, signée, datée, avec apposition de cachet.
3. Les statuts pour les sociétés
4. Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise
5. Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats soumissionnaires cités à l'article N°04 du présent cahier des charges à savoir :

a) Capacités professionnelles :

- Une copie du certificat de qualification et de classification professionnelle
- Une copie du registre de commerce.

b) Capacités financières : moyens financiers justifiés par les bilans et les références bancaires :

- Relevé bancaire ou attestation de solvabilité délivrée par la banque du soumissionnaire.
- Les bilans comptables et ses annexes indiquant les différents résultats financiers des trois meilleurs bilans des cinq dernières années (visé par les services des impôts).
- Une copie de l'attestation justifiant l'accomplissement de la procédure de dépôt légal des comptes sociaux délivrée par les antennes locales du centre national du registre de commerce (CNRC).

c) Capacités techniques : moyens humains et matériels et références professionnelles :

- Copie des attestations fiscales, parafiscales d'organismes de sécurité sociale (CNAS, CASNOS et extrait de rôle apuré ou avec échéancier).
- Numéro d'immatriculation fiscale (carte fiscale).
- Liste des moyens humains (affiliation CNAS et Diplômes, et le cas échéant fiches carrières).
- La liste des moyens matériels de l'entreprise (Cartes grises et police d'assurances pour le matériel roulant, et constat récent d'un huissier de justice (daté de six mois au maximum avant la date de dépôt des offres), et /ou contrat leasing avec une banque.
- Références professionnelles accompagnées des attestations de bonne exécution ou attestation d'exécution délivrées par des maîtres d'ouvrage publics.

NB : Toute pièce fournie par l'entreprise doit être valide à la date d'ouverture des plis.

II - L'enveloppe dénommée « L'OFFRE TECHNIQUE » abritera :

1. La déclaration à souscrire (selon modèle ci-joint) renseignée, signée, datée, avec apposition de cachet.
2. Tout document permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif signé, daté et cacheté par le soumissionnaire selon modèle joint au présent cahier des charges (sous peine de rejet de l'offre) et tout autre document exigé y afférent à savoir :
- Les moyens humains à mobiliser pour le projet
- Le matériel et équipement à mobiliser pour le projet
- Méthodologie d'exécution des travaux
- Contraintes d'exécution des travaux et solutions proposées
3. Le cahier des charges portant à sa dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».
4. Caution de soumission d'un montant supérieur à 1% de l'offre pour les offres excédant le montant d'un milliards de dinars en toutes taxes comprises (1 000 000 000 .00) DA/TTC.
5. lettre d'engagement 3x8.

III - L'enveloppe dénommée « L'OFFRE FINANCIERE » abritera :

1. La lettre de soumission (selon modèle ci-joint) renseignée, signée, datée, avec apposition de cachet.
2. Le montant forfaitaire ainsi que le cout du mètre carré habitable des logements.
3. Le montant forfaitaire ainsi que le cout du mètre carré commerces.
4. Le montant forfaitaire ainsi que le cout du mètre carré de la conciergerie.
5. Le montant forfaitaire des travaux de viabilisation ainsi que le cout du mètre carré rapporté au logement.
6. Tableau récapitulatif du montant total du marché
7. Le planning de la réalisation des ouvrages.

Le délai de préparation des offres est de HUIT (08) jours, il commence à courir à partir de la 1ere publication de l'avis d'appel d'offres dans le BOMOP ou dans la presse.

Le dépôt des offres s'effectue le dernier jour de la durée de préparation des offres, soit le huitième (08<sup>ème</sup>) jour au plus tard à 12 h 00.

L'offre doit être déposée dans les délais requis à l'adresse ci-après :

Agence Nationale de l'Amélioration et du Développement du Logement- AADL-  
La Direction Régionale « AADL » ORAN  
Sise bloc 23 cité 1377 logements FACE USTO – Wilaya D'ORAN

L'ouverture en séance publique des plis des dossiers de candidatures, des offres techniques et financières s'effectuera en une seule phase au siège du maître de l'ouvrage indiqué ci-dessus en présence des soumissionnaires, le jour coïncidant avec la date de dépôt des offres sus-indiquée à treize (13 h00) heures. Cette date est tacitement reportée au premier jour ouvrable, au cas où cette date coïncide avec un jour férié et/ou de repos hebdomadaire légal.

L'offre demeure valide pendant une période de Quatre-vingt-dix (90) jours augmentée de la durée de préparation des offres.

Le présent avis tient lieu d'invitation aux soumissionnaires pour assister à l'ouverture des plis.

Le Directeur Régional « AADL » ORAN :

ANEP N° 2531008700 Le Quotidien d'Oran 05/06/2025



Quand l'histoire bégaie : de 1930 à 2027, une démocratie en danger

# ■ Un nouveau maccarthysme à la française

Par Salah Lakoues

## LE NOUVEAU MACCARTHYSMES À LA FRANÇAISE : UNE DÉRIVE IDENTITAIRE DANGEREUSE

Au moment où la France traverse une crise politique et économique profonde, marquée par une dette publique colossale et une dissolution catastrophique de l'Assemblée nationale, l'exécutif détourne l'attention des citoyens vers les faux débats identitaires et sécuritaires.

Dans une mise en scène quasi dramatique, le président Emmanuel Macron a convoqué un Conseil de défense à l'Élysée sur « l'entrisme islamiste », avec à peine un soupçon de données tangibles. Une réunion qui, sans surprise, n'a abouti à aucune mesure sérieuse, sinon à entretenir l'illusion d'un danger intérieur imminent. Ce climat délétère rappelle étrangement les années 1950 aux États-Unis, lorsque le sénateur Joseph McCarthy, dans une atmosphère de suspicion généralisée, lançait une chasse aux sorcières contre toute personne soupçonnée de proximité avec le communisme.

Le maccarthysme d'aujourd'hui, en France, cible d'autres « suspects » : les binationaux, les Franco-Algériens, les figures intellectuelles qui appellent à une France plus fraternelle, ou encore ceux qui dénoncent l'instrumentalisation sécuritaire à des fins politiques. Ce n'est pas un hasard si Gérard Darmanin, ministre de l'Intérieur, a récemment ravivé le concept de « Français de papier », une rhétorique historiquement associée à l'extrême droite, tout comme Marine Le Pen qui, sans détour, estime que les Franco-Algériens ne devraient pas accéder à certains postes sensibles. Ces déclarations participent d'un climat de défiance institutionnalisée envers une partie de la population française, désignée comme un corps étranger.

Ce qui inquiète les cercles de droite et d'extrême droite, c'est précisément que certains hommes politiques porteurs d'un discours apaisé - en rupture avec les crispations identitaires - soient entendus. Dominique de Villepin, par exemple, reste

l'homme politique le plus populaire de France, bien que largement ignoré des grands médias, qui restent contrôlés par des oligarques ancrés à droite. Dans cette logique de discrédit, on ne s'étonne plus de voir les figures du dialogue et de la mémoire historique, comme Michel Rocard, être attaquées à titre posthume. L'Express, récemment, s'est livré à une manipulation honteuse en diffamant la mémoire de celui qui, dès 1959, avait dénoncé l'existence de camps de regroupement en Algérie - de véritables camps de concentration, selon ses termes - sauvant ainsi des milliers de vies. Cette attaque posthume, en pleine crise politique franco-algérienne, révèle une volonté de criminaliser jusqu'à la mémoire des voix modérées.

Derrière cette entreprise de stigmatisation, on retrouve une logique géopolitique plus large. L'Occident, emmené par la Grande-Bretagne, a historiquement soutenu la création des Frères musulmans dans le but de faire échec aux projets de construction d'États nations dans le monde arabe, projets perçus comme des contre-modèles menaçants. Aujourd'hui encore, l'accusation d'« entrisme » des Frères musulmans sert d'épouvantail pour délégitimer les courants républicains musulmans et les relations apaisées avec des pays comme l'Algérie. Les personnalités françaises qui souhaitent bâtir une relation fraternelle et sérieuse avec l'Algérie sont systématiquement marginalisées dans les grands médias. Toute honte bue, les relais médiatiques n'hésitent pas à salir la mémoire de Michel Rocard et se préparent sans doute à cibler les vivants. Car ce qui est en jeu, c'est l'effacement de toute pensée critique sur le colonialisme, sur l'histoire partagée entre la France et l'Algérie, et sur la possibilité d'un avenir commun fondé sur la justice et la mémoire.

Ce « nouveau maccarthysme » vise ainsi à réduire au silence les ponts, les passeurs de mémoire et les artisans du vivre-ensemble. Il prépare en réalité les esprits à un basculement dangereux. N'oublions pas qu'en Allemagne, les premières campagnes de désignation d'ennemis intérieurs ont commencé en 1930. Elles ont culminé, « démocratiquement », avec l'arrivée d'Hitler au pouvoir. 2027 n'est pas loin.

tus universalistes à la française. Fièvre de ses principes, la France n'hésite jamais à donner des leçons, à rappeler ses anciens « élèves » à l'ordre, avec une bienveillance condescendante qui confine parfois au paternalisme.

## L'ALGÉRIE, NATURELLEMENT, SE VOIT ASSIGNÉE LE RÔLE DU CAS D'ÉCOLE

Mais, curieusement, à Paris, on omet que c'est précisément Alger qui a sollicité l'entraide judiciaire sur les biens mal acquis. Et que plus de cinquante commissions rogatoires demeurent lettres mortes dans les limbes de la justice française. On oublie aussi que des individus poursuivis pour corruption ou détournement ont trouvé refuge - et parfois une forme de protection - au cœur même de la République.

## UNE INDIGNATION À GÉOMÉTRIE VARIABLE

Geler des avoirs algériens ? Pourquoi pas. Mais qu'en est-il des fortunes africaines dissimulées dans les quartiers chics de Neuilly ou des hôtels particuliers parisiens ? Faut-il rappeler que Paris demeure, malgré elle, l'une des grandes plaques tournantes du blanchiment d'argent issu des réseaux d'élites africaines, entretenus depuis des décennies sous l'égide de la coopération postcoloniale ?

L'indignation ne devient noble que lorsqu'elle est cohérente. Lorsqu'elle se fait sélective, elle ne

# ■ Le silence des plumes...



Par Mustapha Aggoun

Un intellectuel ne peut prétendre à ce nom s'il détourne le regard quand la justice appelle. Il n'est pas seulement une plume brillante, un penseur enfoncé dans sa tour d'ivoire, il est - ou devrait être - la conscience en éveil de son peuple, le témoin vigilant de la douleur collective. Il est la voix qui refuse le silence quand les bombes s'abattent, quand les enfants meurent sous les décombres et que l'Histoire chancelle. Mais hélas, dans le vaste monde arabe, cette voix se fait rare, presque étrangère.

L'intellectuel occidental, lui, s'invite à chaque tribune, à chaque micro tendu. Il a des convictions - certes biaisées -, mais il les défend avec vigueur. Les plateaux de télévision en France deviennent des arènes où certains philosophes auto-proclamés comme Bernard-Henri Lévy, le hibou qui ne voit clair que dans les ténèbres, s'agitent pour justifier l' injustifiable. Il vole d'un pays à l'autre, prêchant des guerres sous couvert d'humanisme, drapant ses intérêts géopolitiques du voile de la liberté. Il sème le chaos, et pourtant, on l'écoute, on le suit, on le crédite.

Et nous / ? Où sont nos voix / ? Où sont nos penseurs, nos écrivains, nos artistes capables de se dresser face à l'injustice, non par haine, mais par amour des leurs / ? Où sont ceux qui brandissent la vérité comme une épée, non contre un ennemi, mais contre le mensonge / ?

Yasmina Khadra appartient à cette minorité rare et précieuse d'écrivains qui n'ont pas trahi leur serment intérieur. Un homme debout, fidèle à ses principes, viscéralement attaché à sa patrie, à sa culture, à la dignité de son peuple. Là où tant d'autres choisissent la voie facile d'une littérature aseptisée, coupée du réel, il écrit avec le feu de l'Histoire et le sang des siens dans les veines. Il ne cherche ni l'approbation des puissants, ni les projecteurs de la complaisance médiatique. Il écrit pour témoigner, pour résister, pour honorer. Il n'a jamais craint de clamer son amour pour l'Algérie, de nommer les crimes, de pointer les trahisons, même quand le silence aurait été plus commode.

Il sait que la littérature, dans un monde blessé, ne peut être neutre. Il sait que se taire, c'est déjà trahir. Contrairement à ceux comme Mohamed Sifaoui ou Kamel Daoud qui monnaient leur plume et leur parole, qui s'éloignent des douleurs de leur peuple pour mieux plaire à ceux qui les exploitent, Yasmina Khadra choisit la fidélité. Il écrit du côté des humiliés, des oubliés, des résistants. Il est de ceux qui rappellent que l'écrivain, dans nos terres meurtries, n'a pas seulement un rôle d'observateur : il a une mission. Celle de dire, de déranger, de ne jamais pactiser avec l'oubli.

À l'inverse, que dire de ces écrivains qui ne parlent que de femmes soumises, de traditions rigides, de frustrations individuelles, comme si le monde arabe ne saignait pas, comme si Ghaza n'était qu'un détail lointain, un sujet trop politique pour leurs plumes délicates / ? Certains se targuent d'être « universels » alors qu'ils ont déserté l'univers qui les a forgés. Ils célèbrent la liberté en fuyant leurs responsabilités. Ils écrivent sur la pluie quand tombe la cendre. Un intellectuel arabe qui reste silencieux devant le martyre de Ghaza, la ruine de la Syrie, la famine du Yémen, ou l'humiliation continue du peuple palestinien, se décrédibilise. Son œuvre devient creuse, orpheline de son humanité. À quoi bon des mots s'ils n'ont pas le courage de nommer l'injustice / ? À quoi bon les livres s'ils fuient la réalité / ? Le vrai écrivain est un témoin, pas un décorateur de l'oubli.

Nizar Kabbani, cet immense poète syrien, amoureux de Damas et des femmes, n'a jamais cessé de dénoncer la corruption, la répression, les défaites arabes. Sa poésie brûle, elle saigne, elle pleure. Quand il parle d'amour, il parle aussi de révolution. Quand il évoque le corps de la femme, il ne l'isole jamais de la terre qu'elle foule. Ou Mahmoud Darwich, ce poète de la terre perdue, qui a chanté la Palestine non comme une idéologie, mais comme une blessure vivante. Il a résisté par les mots, il a porté la mémoire de son peuple dans chaque vers. Il n'a jamais prétendu être au-dessus de la mêlée. Il s'y est plongé, corps et âme.

Le monde arabe traverse l'une des périodes les plus sombres de son histoire contemporaine. Nous sommes éparpillés, divisés, manipulés. Mais ce qui fait le plus peur, c'est cette passivité intellectuelle. Cette manière de parler de la souffrance comme d'un phénomène lointain. Cette neutralité qui n'est en réalité qu'un déguisement de la lâcheté.

Un intellectuel ne peut être spectateur. Il doit être acteur, parfois martyr, toujours juste. Les réseaux sociaux sont pleins de jeunes qui crient, manifestent, dénoncent. Mais les grandes voix, les plumes consacrées, les figures médiatiques, elles, se taisent. Par peur, par confort, par calcul.

Et pourtant, une plume vaut une armée. Une vérité bien dite peut briser mille murs. Nous n'avons pas besoin de héros, nous avons besoin de justes. De ces hommes et femmes qui n'acceptent pas l' inacceptable. De ceux qui comprennent que l'engagement n'est pas un luxe, mais un devoir.

Écrivains du monde arabe, que vos mots naissent du cœur autant que de la plume. Que vos livres soient des cris tendres, des actes de foi, des refuges pour les vérités que l'on veut taire. N'écrivez pas seulement pour briller écrivez pour témoigner, pour éveiller, pour aimer. Soyez les veilleurs de nos mémoires, les porteurs de nos blessures et de nos espoirs. Car si vous vous taisez, qui racontera nos silences / ?

# ■ La République des Lumières face à ses ombres africaines

Par Laala Bechetoula

Parfois, l'Histoire frappe aux portes des chancelleries non pour exiger des comptes, mais pour rappeler, avec une implacable lucidité, ce que nul ne devrait jamais oublier. Car à force de s'ériger en conscience morale du monde, la France semble ignorer qu'elle traîne encore, derrière elle, les chaînes d'un passé dont elle n'a jamais pleinement rompu le joug.

## PARIS MENACE, ALGER DEMEURE IMPASSIBLE

Dans les récentes révélations relayées par L'Express, le gouvernement français envisagerait de geler les avoirs d'une vingtaine de hauts responsables algériens. Cette « piste », plus qu'une mesure concrète, ressemble à une posture diplomatique, un geste symbolique d'une République à la recherche d'une rédemption morale. Et pourtant, cette menace, bien loin d'impressionner, suscite un sourire amer ou un froncement de sourcils - selon que l'on cultive l'ironie ou la mémoire historique.

## LEÇONS D'ÉTHIQUE À GÉOMÉTRIE VARIABLE

Il est fascinant d'observer la mobilité sélective des ver-

dépasse guère la comédie diplomatique.

## UN RÉFLEXE IMPÉRIAL QUI PERSISTE

La menace d'une sanction économique rappelle douloureusement des époques révolues où la République des Lumières, à force de citations de Voltaire, ne voyait aucun paradoxe à coloniser au nom du progrès.

Aujourd'hui, cette lumière vacille. Elle n'est plus incarnée par le sabre ou la croix, mais par l'ombre menaçante du gel des comptes. Une subtilité déclinatoire moderne d'un impérialisme ancien, habillé des oripeaux de la légalité.

## L'ALGÉRIE AVANCE, FIÈRE ET RÉSOLUE

Mais l'Algérie n'est plus la nation qu'imaginent certaines rédactions parisiennes. Elle ne quémande aucune clémence, elle assume pleinement son histoire. Elle ne tremble pas devant les menaces, mais les contemple avec la sérénité que confère l'expérience millénaire. L'État algérien, sa jeunesse surtout, savent que la souveraineté est un fardeau exigeant, mais qu'elle ne se négocie jamais. Qu'on l'accuse, qu'on l'attaque, ou qu'on l'ignore : elle a fait un choix. Celui de ne plus marcher dans les pas d'autrui.

## L'HEURE DES COMPTES VIENDRA - HORS DES OFFICES PARISIENS

Si la justice doit s'exercer, elle trouvera son terrain

d'expression dans les tribunaux d'Algérie, non dans les colonnes d'une presse hexagonale parfois plus soucieuse d'image que de vérité.

Et si des sanctions doivent être prononcées, elles ne surgiront pas d'un ancien empire nostalgique, mais d'une Algérie souveraine et décidée à se réformer sans trahir ses principes.

## CONCLUSION : L'ALGÉRIE, FIÈRE ET SOUVERAINE, PORTE L'ÉTENDARD AU-DESSUS DE TOUS

À ceux qui croient qu'avec quelques sanctions financières ou intimidations diplomatiques, ils peuvent ébranler un peuple forgé dans le creuset de l'histoire, l'Algérie oppose la force tranquille de sa souveraineté restaurée.

Nous ne sommes ni un vestige du passé colonial, ni un pion sur l'échiquier international. Nous sommes une nation fière, héritière d'une révolution séculaire, qui avance avec détermination vers son avenir, libre et maître de son destin.

L'Algérie, portée par son peuple, son histoire et ses valeurs, élève son étendard - celui de la dignité, de la justice et de la liberté - bien au-dessus des calculs éphémères et des menaces passagères.

Plus que jamais, l'Algérie est un phare lumineux en Afrique et dans le monde arabe, un exemple de résistance, d'indépendance et de fierté nationale, que nul ne saurait éteindre.



# Le Qatar, champion, d'Europe !

« *Champion mon frère !* » tweete Jupiter

Par Hadj Ahmed Bey

Depuis le XVIII<sup>ème</sup> siècle, sur la ruine de l'Ancien Régime, la doctrine libérale, sous diverses variantes, prêche la libre circulation des marchandises, des idées et des hommes quel que soit leur confession, la couleur de leur peau, leur parti pris politique ou leur condition sociale pour peu qu'ils respectent les droits et la liberté de leur voisin.

Par-delà les physiocrates et l'économie, les classiques et les néoclassiques hissent la liberté à la hauteur d'une éthique, d'une morale inoxydable. En gage de progrès, de promotion des valeurs humaines les plus élevées en faveur de l'équité, de l'innovation, conformément à la foi chrétienne d'une plus grande jouissance des bienfaits que Dieu a offerts aux hommes.

Cette idée vient de loin.

Épître de Paul aux Galates (3:28) : « Il n'y a plus ni Juif ni Grec, il n'y a plus ni esclave ni libre, il n'y a plus ni homme ni femme ; car tous vous êtes un en Jésus-Christ. 29. Et si vous êtes à Christ, vous êtes donc la postérité d'Abraham, héritiers selon la promesse. » Principe que l'Europe emmurée, déchristianisée, xénophobe, réfractaire à toute différence... a oublié. L'Amérique d'avant D. Trump, ouverte au monde, a prétendu être l'image même de ce monde bigarré, cosmopolite, respectueux des différences en ce qu'elles ont porteuses de jeunesse, de richesses et d'inventivités. (On sait, par-delà les fables, ce qu'il en a été réellement).

Rien ne devait entraver l'exercice des lois du marché qui seul régule de manière appropriée les quantités et les prix sans que nul ne puisse contrarier les règles de la concurrence loyale et transparente entre les acteurs. Depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, la professionnalisation est partie du Royaume uni et a gagné peu à peu le reste du continent.

Ce sont ces principes qui fondent l'industrie du sport, en l'occurrence le football européen, depuis l'arrêt Bosman du 15 décembre 1995 mettant fin au quota de joueurs étrangers dans les clubs européens.

Le Paris Saint Germain vient de réaliser une prouesse sans égale : écraser l'équipe milanaise par le score sans appel de 5 à 0.

Le Président, les autorités politiques et sportives françaises se sont réjouies de cette performance dont Marseille détenait jusque-là l'exclusivité depuis 1993. Mais ont-ils raison de se l'approprier comme une réalisation qui devrait tout au génie de leur pays à l'exclusion de toute « racines impures » ?

Récapitulons et constatons :

Le PSG est une entreprise privée. Le capital de cette équipe appartient à 87,5% à Qatar Sports Investments (filiale sportive du fonds souverain qatari, Qatar Investment Authority, QIA) et à 12,5% à Arc-tos Sports Partners (Etats-Unis). Le PSG a été acheté en 2011 à un fonds d'investissement américain Colony Capital.

Son président est un Arabe du Qatar, Nasser al-Khelaïfi. Ministre sans portefeuille du gouvernement de son pays. Il serait opportun de préciser (pour éviter toute confusion inutile, fréquente en ces temps troubles) que Nasser al-Khelaïfi est uniquement qa-

tari. L'écrasante majorité des joueurs de son équipe ne sont pas français ainsi qu'on peut le voir ci-après : Equipe du PSG qui a débuté le match à Munich contre l'Inter de Milan.

Donnarumma (Italie) – Hakimi (Maroco-espagnol), Marquinhos (brésilien), Pacho (Equatorien), Nuno Mendes (Portugais) – Vitinha (Portugais), J. Neves (Portugais), F. Ruiz (Espagnol) – D. Doué (franco-ivoirien), O. Dembélé (français d'un père sénégalais et d'une mère mauritanienne), Kvaratskhelia (Géorgien).

Le capitaine d'équipe est brésilien et l'entraîneur espagnol.

Le PSG triomphant cache le désert français.

Si on enlevait cette équipe paradoxale, emblème de la capitale, le football hexagonal serait déclassé, renvoyé en 4<sup>ème</sup> division.

Au tel point que la plupart des joueurs de l'équipe de France, eux-aussi pour la plupart originaire d'ailleurs, préfèrent exercer à l'étranger leurs talents. Mieux. Si on avait appliqué les restrictions migratoires qui font aujourd'hui l'essentiel des débats publics, et si les autorités avaient bloqué l'arrivée des familles des sportifs (ou chassé celles qui y étaient légalement ou non arrivées) qu'en serait-il des succès sportifs dont se félicitent aujourd'hui les autorités du pays ?

Si on ajoute que la majorité des supporters vient des banlieues de la République, on se demande de quels mérites particuliers, en dehors de la localisation géographique hexagonale, devrait se prévaloir le football français, l'Elysée (qui a immédiatement sauté sur l'occasion pour tenter de capitaliser quelques points de popularité) et la Mairie de Paris en conflit avec la direction du PSG qui menace de quitter le Parc des Princes ?

Où est la France là-dedans ? La France déficitaire, la France endettée, la France en décroissance, la France désindustrialisée, en perte de parts de marché... ? N'en déplaise à A. Finkielkraut et à ses comparses qui se flattent, sur les plateaux de télévision monocolors, d'appartenir à la France qui perd. La France qui gagne est bel et bien « Black-Black-Black ».

Nul n'oublie le sort réservé avant 1945 (et même après) aux « macaronis », aux domestiques espagnols et aux ouvriers du bâtiments portugais ou aux mineurs Polonais corvéables à merci dont les représentants forment le reste de l'équipe du PSG, oubliant les Piantoni, Cantona, Platini, Kopaszewski (Kopa, plus facile à « digérer »), Bereta, Griezmann, Pirès, Pedros... Qui ont écrits les plus belles pages du football français.

Comment peut-on traiter les manifestants de « barbares » et, en même temps, se féliciter de la victoire de ceux qui, peu ou prou, qu'on le veuille ou non, viennent de leurs rangs ?

Le monarque veut faire peuple. Quand le Président lance (condamné en cela par la France-extrême) : « Champion, mon frère ! » il sait parfaitement à qui il s'adresse et pourquoi en ces termes.

Certes, des jeunes des « quartiers » ont profité de l'événement pour se rappeler aux bons souvenirs d'une République autiste pressée de fabriquer des soldats et de submerger ses prisons. Certes, personne ne peut consentir et approuver le désordre et les violences urbaines. Cependant, on ne doit pas évacuer la seule question qui vaille : non pas qui, non

pas comment, mais « Pourquoi ? »

Il est un désordre et une violence pire faite à ces gamins. Les priver de logement décent, d'éducation, d'emploi... privés d'avenir, reclus dans un urbanisme vertical, discriminatoire.

Cette iniquité a des ancêtres et une longue histoire. Bien avant les gamins des banlieues et des « quartiers », ce furent les « faubourgs », les « ceintures rouges » insalubres autour des villes industrielles, des mines, les canuts (les « saboteurs » du textile lyonnais) qui ont été gratifiés par cette novation lexicale de « barbares ».

Cette violence est de nature politique, même si elle ne parvient pas à s'exprimer dans les formes constitutionnelles policées dans des Assemblées où leur parole est inaudible et ne parvient pas à défendre leurs droits.

Le Beur et les biscoteaux du Beur : une économie de la transpiration.

Ces gouvernants amnésiques, incivils veulent, le beur et le produit de sa sueur. Sans le beur.

Un larcin, une rapine, un acte de brigandage « civilisé », avec des lois iniques summum de l'injustice légale. Ils veulent au fond des joueurs qui gagnent et à la fin de la partie leur dérober leur trophée pour parader entre soi sur les Champs Élysées, festoyer entre souchistes de bonne éducation.

Une « coupe » à soi en criant : « c'est à nous ! » parce que « on est chez nous ! ».

Un peu comme si ces tenants de « haute extraction » civilisée, ces patrons de droit divin privaient un ouvrier de son salaire à la fin du mois comme dans le monde de serfs d'avant le salariat, parce sans le capital et le risque pris par son propriétaire, il n'y aurait ni travail, ni travailleurs, ni salaire.

C'est aussi de ces mêmes « bienfaits », avec les mêmes arguments dont ces braves bourgeois vertueux comblaient leurs colonies depuis des siècles. Et c'est toujours en faisant « suer le burnous » des forçats du travail étrangers importés qu'ils ont fait fortune. Aujourd'hui, c'est de la coupe d'Europe que ces perdants se saisissent en la volant à ceux qui ont transpiré pour la gagner. Un acte de propriété plus que symbolique.

Par-delà la France, c'est toute l'Europe, de Londres à Milan, de Munich à Paris, d'Amsterdam à Zurich... qui gagnerait à reconnaître sa dette à l'égard de ces pays pauvres qui fournissent l'essentiel de ces nouveaux gladiateurs des stades de foot.

Il est vrai que les joueurs de talent sont bien payés. Mais pour un joueur qui réussit, combien reste-t-il sur le carreau, dans les banlieues, victimes collatérales d'une sélection darwinienne impitoyable ? De plus, ceux qui dénoncent les cachets des footeux qui ont réussi se gardent bien de rendre publiques les sommes considérables que leur transpiration rapporte aux actionnaires, aux médias et aux intermédiaires, à ces requins esclavagistes, à ces barbares impitoyables des temps modernes.

Naguère, surtout aux États-Unis, c'était la boxe, puis l'athlétisme qui servait à recycler la misère institutionnalisée, où tous les coups sous la ceinture étaient permis. Aujourd'hui, c'est le foot, le « sport-roi » qui rapporte des milliards aux esclavagistes planqués dans les salles de marché derrière leurs écrans et leurs programmes à Ultra-Haute-Fréquence.

Communication patronale indémorable du capital



qui se lamente de se ruiner à verser des salaires « indécents », mais qui se garde bien de se réjouir publiquement des Himalaya de profits que rapportent ces « gamins gâtés » placés opportunément sous les « feux de la rampe » pour escamoter les détenteurs du vrai magot.

Les oripeaux de la République

Qui a gagné cette coupe ? Paris ? La France ? Le génie français ? Le Qatar ?...

Pour esquisser une réponse à cette question, on peut suggérer au lecteur de s'inviter aux Fêtes Galantes (IX<sup>ème</sup> édition mimétique organisée à Versailles ce lundi 02 juin), une soirée costumée fastueuses, un bal en tenues d'époque qui remet les idées en place. Cette mise en scène renvoie tous les descendants des sans-culottes, d'où qu'ils viennent, à leurs illusions. Relisons donc Octave Mirbeau.

Ceux qui gouvernent réellement ce pays, avec la bouche la « Démocratie » et la « République », n'ont jamais renoncé aux privilèges qu'ils ont fait mine de céder une « nuit du 04 août ».

Le message de ce simulacre est clair : entre le 18 juillet 1668 et aujourd'hui, il ne s'est rien passé. La France n'a jamais cessé d'être gouvernée par l'arbitraire monarchique : de Gaulle, Tonton, Jupiter... ou n'importe quels ci-devant d'apparat, roturiers anoblis, viandosaures irrémédiablement cramponnés à la tête d'une chaîne alimentaire que les Maximilien Robespierre avaient oublié de raccourcir.

Le comte de Lampedusa avait bien raison : la France a irréversiblement éteint ses Lumières.

## Quand une athlète devient cible des obsessions médiatiques et idéologiques

# Imane Khelif ou le ring des fantasmes

Par Laala Bechtoula

Le sport, miroir de nos sociétés ? Alors regardons ce qu'il reflète : des préjugés puissants, des intérêts bien placés et une frénésie à juger avant de comprendre. ». L'Affaire : des fuites sans source, des accusations sans preuve. Le 2 juin 2025, certains tabloïds britanniques publient un « scoop » : selon un rapport médical supposé confidentiel, Imane Khelif, boxeuse algérienne, médaillée et qualifiée pour les Jeux Olympiques de Paris, serait « biologiquement de sexe masculin ». Aucune source officielle n'est citée. Aucun médecin identifié. Aucun document publié.

La presse sérieuse de la BBC au Monde, n'a pas confirmé ces affirmations. L'IBA (International Boxing Association), déjà accusée de corruption, de manipulations politiques et d'opacité sur ses critères de sélection, n'a pas encore fait de déclaration formelle. Le CIO, garant de la transparence olympique, n'a jamais disqualifié Imane Khelif, malgré ces « révélations ». On se souvient pourtant que Khelif avait été écartée des finales du championnat du monde 2023, à la dernière minute pour un motif jugé « administratif et confidentiel » par l'IBA, sans plus d'explication. Depuis, l'opacité règne.

### UN CONTEXTE MONDIAL D'HYSTÉRIE IDENTITAIRE

L'affaire s'inscrit dans un climat mondial particulièrement inflammable autour des questions

de genre, d'identité et de compétition féminine. Ce débat, légitime dans ses fondements scientifiques, est devenu un champ de bataille idéologique.

D'un côté, certaines militantes féministes dites « radicales » comme J.K. Rowling, auteure de Harry Potter, ont fait de la lutte contre la reconnaissance des personnes transgenres une croisade. Rowling, depuis ses publications polémiques sur Twitter en 2020, a activement participé à un climat de suspicion généralisée envers toute athlète dont l'apparence ne correspondrait pas aux stéréotypes occidentaux du féminin. Son influence est devenue une arme idéologique, reprise sans nuance par certains groupes conservateurs et médias de droite.

De l'autre côté, des figures comme Elon Musk, patron de X (ex-Twitter), ont encouragé une liberté d'expression absolue... sauf quand elle dérange leur ligne éditoriale personnelle. Musk a permis la diffusion massive de contenus haineux, islamophobes ou sexistes sous couvert de « liberté ». Ses algorithmes valorisent les discours polarisants, souvent contre les femmes issues du Sud global, musulmanes ou racisées.

### IBA ET LE SOUPÇON DE MANIPULATION POLITIQUE

L'IBA, dirigée depuis 2020 par Umar Kremlev, proche du Kremlin, est régulièrement critiquée pour sa gestion opaque. Plusieurs enquêtes journalistiques (notamment celle du New York Times, octobre 2023) ont mis en lumière :

-Des pressions géopolitiques sur les fédérations nationales, notamment africaines et asiatiques ;

- Une instrumentalisation des contrôles médicaux pour écarter des athlètes gênantes ou symboliques ;  
- Une absence de critères clairs et transparents sur la participation des femmes soupçonnées d'« hyperandrogénie » ou de conditions inter-sexes. Imane Khelif, seule représentante maghrébine à ce niveau du sport mondial, n'a jamais été notifiée officiellement d'un problème biologique. Elle n'a pas eu l'occasion de se défendre, ni publiquement, ni juridiquement. Et pourtant, les rumeurs prolifèrent.

### UNE TEMPÊTE MÉDIATIQUE SOIGNEUSEMENT ORCHESTRÉE

Pourquoi une telle affaire explose-t-elle à quelques semaines des JO ? La réponse se trouve peut-être dans le besoin de narratif de certains médias occidentaux : une femme forte, musulmane, voilée, qui frappe fort sur le ring, dérange l'imaginaire dominant. L'histoire ressemble à celle de Caster Semenya, athlète sud-africaine interdite de courir sans traitement hormonal, malgré sa condition naturelle. Ou encore à Annet Negesa, Ougandaise forcée à une opération chirurgicale pour « régulariser » son taux d'hormones.

Là aussi, on criminalise le corps, on exploite l'ambiguïté biologique pour masquer des intérêts géopolitiques, raciaux et économiques. Où sont les preuves ? Où est la justice ?

À ce jour :

-Aucun rapport médical n'a été rendu public.

-Aucun organe officiel n'a validé la disqualifica-

tion de Khelif.

-Aucun médecin indépendant n'a été mandaté pour une contre-expertise. Et surtout :

- Aucune loi sportive n'interdit à Imane Khelif de concourir.

Alors, pourquoi cette cabale ? Pourquoi ce silence des institutions algériennes et internationales ? Pourquoi ce relais massif de rumeurs sans fondement ? Parce qu'au fond, cette affaire dépasse le sport. Elle touche au droit d'exister librement quand on est une femme, arabe, sportive, musulmane, fière de l'être et performante.

### UN APPEL AU CALME ET À LA RESPONSABILITÉ

Imane Khelif est une athlète. Pas une anomalie biologique. Pas un objet de débat idéologique. Si des questions légitimes se posent sur l'équité sportive, elles doivent être traitées avec méthode, transparence et respect de la personne humaine.

Mais ce que nous observons ici, c'est autre chose : un tribunal médiatique sans procès, une chasse aux sorcières masquée sous de faux habits de science. Conclusion : ce n'est pas à elle de se justifier, c'est à vous de prouver. En l'absence de preuve, tout discours sur cette affaire relève de la diffamation pure, de l'instrumentalisation politique et du racisme ordinaire déguisé en débat éthique.

Ce n'est pas Imane Khelif qui doit répondre à vos soupçons. C'est vous – médias, institutions, figures publiques – qui devaient prouver vos accusations ou vous taire. L'histoire jugera. Le Sport, lui, n'oubliera pas.



Quelques réflexions sur la question de l'identité dans le contexte algérien (Troisième partie)

# L'identité et la liberté d'expression

Par Djamel Labidi

On retrouve en permanence ce problème, ce dilemme quasi permanent, dans bien des Constitutions et dans bien des pays. Il s'agit d'une contradiction objective, entre deux nécessités contraires, l'une qui régit et limite, sur un point, la liberté d'expression, et l'autre qui la protège. Il s'agit de gérer cette contradiction en distinguant bien la sphère politique de la sphère intellectuelle, scientifique et universitaire. Or c'est ce que les politiques un peu partout oublient, parfois pour les meilleures raisons du monde dont celle que la question de l'identité nationale est très sensible politiquement à gérer. Mais politiquement à gérer ne veut pas dire intellectuellement, scientifiquement, universitairement à gérer.

On ne fait pas, par définition, de politique à l'Université dans le travail de recherche et d'enseignement. La question qui intéresse en premier lieu un enseignant-chercheur, un scientifique est celle du savoir. Celle qui intéresse le politique est celle du pouvoir.

## LE « RÉVISIONNISME »

Science et pouvoir ont rarement fait bon ménage. Un enseignant-chercheur, dans son laboratoire, dans son amphithéâtre ne songe pas un instant au gouvernement quand il travaille. Il travaille pour son pays. Dans l'Université, dans un centre de recherche, dans un laboratoire, on pense, on débat, on s'interroge, on doute, on remet en question. Le doute est le principal moteur de la recherche et de la pensée rationnelle, scientifique. Que resterait-il d'une université nationale, si tout n'y était que vérité révélée, sacralisée, religieuse, ou politique.

Même des pays dits démocratiques ne sont pas à l'abri de cette confusion des genres entre la politique et le savoir. C'est ainsi qu'en France, une loi a été votée, la loi « Gayssot » de 1990 contre le révisionnisme concernant « la Shoah ». Elle considère comme délit toute remise en cause du point de vue officiel, du récit sanctuarisé à ce sujet. En d'autres termes, cette loi juge l'Histoire définitivement faite et écrite sur ce point. Elle a, de plus, créé officiellement l'accusation de « révisionnisme » qui ressemble très fort à de l'inquisition. Elle porte d'ailleurs aussi le nom de « loi contre le révisionnisme ». Elle est brandie menaçante contre toute recherche historique qui s'éloigne de la version officielle sur « la Shoah ». Elle a servi à bien des manipulations contre la liberté d'expression. Elle a même été utilisée contre la Cause palestinienne. Le sionisme veut en effet, voire du « révisionnisme » dans le fait de ne pas qualifier de « terroriste » Hamas et l'attaque du 7 Octobre contre le dispositif militaire israélien de surveillance et d'enfermement de Gaza.

Il est dommage que dans la polémique récente sur la question de l'identité, un responsable de parti politique ait repris, en Algérie, un terme, tel que le « révisionnisme », sans discernement sur l'origine de ce terme, ses objectifs et les dérives qu'il permet.

Les théories scientifiques, les travaux de recherche, sont par définition révisionnistes, que ce soit en sciences humaines, sociales ou exactes. Elles sont révisées au fur et à mesure que la connaissance avance. Notre Constitution, elle-même, a été révisée à plusieurs reprises sur cette question de l'identité en introduisant de manière toujours plus forte l'Amazighité.

## LE PROFESSEUR DES UNIVERSITÉS ET LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

Lorsqu'un professeur d'Université produit un travail ou exprime un avis sur tel ou tel point de notre histoire, et donc sur telle ou telle approche de notre identité historique, on ne peut donc lui en faire grief. Il est dans son rôle, et encore plus lorsque sa spécialité est l'Histoire. Préférer par exemple le terme de Berbère à Amazigh n'est pas un drame, n'est pas « la fin du monde » sur une question afférente à l'Histoire de notre pays. Le MCB s'appelait Mouvement culturel berbère. Cela a-t-il posé problème ? A-t-il démerité sur l'Amazighité ? Non. Il faut donc relativiser.

Le professeur ne fait là que son travail. Qui pourrait le faire si ce n'est un professeur d'Université. C'est l'Etat qui a reconnu sa compétence car n'oublions pas que le titre de Professeur des Universités est un titre d'Etat qui vient après un autre titre, celui de docteur d'Etat. N'est-ce pas l'Etat lui-même qui lui a donné ce droit, plus

La Constitution définit et défend les constantes nationales, c'est-à-dire les éléments de notre identité nationale, et elle refuse ou condamne leur remise en cause. Mais elle défend aussi la liberté d'expression. C'est une contradiction qui semble intrinsèque puisque la liberté d'expression suppose justement qu'on puisse s'exprimer, y compris sur les constantes nationales qui, comme toute chose, évoluent.



cette mission d'intervenir dans le domaine qui est le sien ? Est-ce que ce ne sont pas ses pairs eux-mêmes qui, en lui attribuant ce titre, ont reconnu sa compétence pour en parler. Et lorsqu'on entend quelqu'un, pourtant responsable d'un parti politique, parler de « pseudo professeur », on est devant une dérive inquiétante et un mépris de l'Université qui suscitent réprobation et inquiétude. Où va-t-on ainsi ?

Quand ce professeur est interviewé sur une chaîne de télévision ou un quelconque média, il l'est précisément pour sa qualité de professeur universitaire, et pour sa compétence. Ne serait-il plus universitaire, chercheur scientifique, dès lors qu'il quitte les amphithéâtres, les centres de recherche ? Devrait-il alors demander la permission de parler ? Qu'est-ce à dire ? Ou bien, veut-on signifier par là même que la discussion sur les questions afférentes à l'histoire, à la genèse de notre identité, que la réflexion, la pensée sur cette question est close une fois pour toute. Il n'y aurait plus donc à mener aucun travail, aucune recherche, de type historique, culturelle, anthropologique, historique sur l'Algérie, dans son passé millénaire. Et si elles sont menées faudra-t-il en taire les résultats dès qu'ils seront soupçonnés de dévier de la thèse officielle.

Certes la question de nos constantes nationales est éminemment importante politiquement. Preuve en est, on la retrouve comme une préoccupation à de nombreuses reprises dans les débats de notre révolution nationale, dans les définitions et formulations successives qui lui ont été données, de celles si célèbres données par Cheikh Ben Badis, à celles formulées dans la plateforme de La Soumama, et dans les diverses constitutions et documents fondamentaux de la Révolution algérienne. Notre nation a dû, en effet, défendre son unité, la protéger dans des circonstances extrêmes, et se forger contre qui voulait la nier. Et cette nécessité demeure. Mais faut-il pour cela, faire de cette question une sorte d'épée de Damoclès brandie sur chacun, et le punissant au moindre écart. Attention, car cela peut revenir comme un boomerang contre celui-là même qui tenterait de l'instrumentaliser.

## POLITIQUE ET SCIENCE

La question de nier nos constantes est une cho-

se, celles de les discuter en est une autre. Preuve en est, cette question a évolué avec l'introduction du Tamazight comme constante linguistique d'abord nationale puis officielle. Il faut bien distinguer les deux domaines, politique, partisan, ou intellectuel et académique, et leur contexte et motivations chaque fois, ou alors on va vers des catastrophes dans notre système scientifique et technique de production des connaissances. La politique obéit avant tout au rapport de forces. La sphère scientifique obéit à un seul rapport de force celui de la vérité, de la vérité des faits, démontrée, depuis Galilée, par la méthode expérimentale, bref la vérité scientifique. Il est évident que si la science obéit au politique elle s'éteint. Seuls les grands dirigeants dans l'Histoire l'ont compris et ils y ont laissé leur nom.

La Science remet en question sans arrêt des « vérités », partiellement ou en partie. Non seulement l'Amazighité mais l'Arabité elle-même devraient faire l'objet de discussions, d'esprit critique. L'enjeu est celui fondamental de la liberté d'expression sans laquelle il n'y a pas de débat, donc de développement intellectuel. Certes des limites doivent toujours exister, sous peine de dénaturer les libertés elles-mêmes. Mais elles ne devraient concerner que le domaine politique, le domaine des actes politiques, et l'utilisation de la question de l'identité pour légitimer des entreprises séparatistes et autres. Mais pas le domaine de l'esprit critique, du débat intellectuel. La différence entre les deux domaines est toujours visible, évidente. Bien sûr, les universitaires et les scientifiques ne vivent pas en vase clos et ils sont, eux aussi, sujets à des influences idéologiques et partisans comme le tout un chacun. Mais cela ne devrait pas servir de prétexte à refuser la spécificité sociale du rôle de la Science.

Singulièrement les recherches anthropologiques, sur les migrations, sur les cultures, et donc sur l'identité, n'ont jamais connu autant d'essor que depuis la levée du verrou idéologique colonialiste. On ne va pas lui en substituer d'autres. Ce sont des questions scientifiques. Elles demandent donc d'être abordées en tant que telles. Bien aventureux pourrait être celui ou ceux qui prétendraient l'avoir épuisée.

On n'est qu'au début de grandes découvertes dans ce domaine au fur et à mesure que le mon-

de sera débarrassé du carcan de l'Occidentalisme et que l'humanité le sera des préjugés de caractère nationaliste, chauvin, ethnique, ethnocentriste. C'est ainsi que, prolongements inattendus et quelque peu amusants, c'est aujourd'hui le récit sur les sources romaines et grecques des identités occidentales, qui est remis en cause. Il y a eu, à ce sujet, de nombreux travaux aux titres quelque peu iconoclastes. Citons en particulier des ouvrages comme celui monumental du Dr Abderrahmane Benatia (« Les Arabes, ancêtres des gaulois ») (1), de Pierre Rossi (« la cité d'Isis » où il affirme que « les Grecs ne sont que les héritiers des Arabes ») (2) ou d'Henri Basset (3). Jean Pruvost « Nos ancêtres, les Arabes », ou cet article du journal français 'Le Point', « Nous sommes tous des Arabes » (4).

La question de l'identité, abordée rationnellement, peut recevoir aujourd'hui le renfort du développement incroyable d'une science comme la génétique qui produit des données scientifiques précieuses sur les populations de l'Afrique du Nord, leur origine et les grandes migrations dans cette région du monde à travers l'Histoire, et de suivre à travers elle aussi bien la genèse et l'histoire de l'identité berbère ou amazigh que celle arabe. L'anthropologie, l'archéologie, la préhistoire, l'Histoire connaissent, elles aussi, un développement extraordinaire qui éclaire toujours mieux la genèse et l'évolution des éléments de notre identité nationale.

Alors, laissons l'Université faire son travail. La Politique fera alors bien mieux le sien.

## Notes

- (1) [http://www.iqrashop.com/Les\\_Arabes\\_ancetres\\_des\\_Gaulois-Benatia\\_Abderrahman-Livre\\_livres-Histoire\\_civilisations-7521-.html](http://www.iqrashop.com/Les_Arabes_ancetres_des_Gaulois-Benatia_Abderrahman-Livre_livres-Histoire_civilisations-7521-.html) (voir aussi « Ibérie et Berberie », « Les Arabes en Europe, avant l'ère chrétienne »)
- (2) Pierre Rossi, <https://www.eyrolles.com/Loisirs/Livre/la-cite-d-isis-histoire-vraie-des-arabes-9782723317665/>
- (3) Jean Pruvost, « Nos ancêtres les Arabes », Paris, JC Lattès, coll. « Essais et documents », 8 mars 2017, 300 p. (ISBN 978-2-7096-5941-3, BNF 45237509)
- (4) [https://www.lepoint.fr/sciences-nature/histoire-de-l-homme-nous-sommes-tous-des-arabes-27-01-2012-1424481\\_1924.php#1](https://www.lepoint.fr/sciences-nature/histoire-de-l-homme-nous-sommes-tous-des-arabes-27-01-2012-1424481_1924.php#1)

# ■ Permanence commerciale : simple règle ou vrai problème de société ?

Les familles algériennes, hantées par le spectre des fermetures des commerces pour cause de l'Aïd, essaient d'anticiper au mieux les manques à venir. Elles font leurs courses une semaine à l'avance, pour stocker tous les produits possibles notamment le pain et le lait !



Par Cherif Ali\*

**L** faut dire que les fêtes algériennes dans la capitale et la majorité des grandes villes d'Algérie sont, tous jours, synonymes de disette et de privations, en raison du diktat des commerçants qui font fi de l'intérêt général et de la réglementation qui les oblige à ouvrir leurs commerces pendant ces journées précises.

Le ministre du Commerce qui, pour la circonstance, sera sous les feux des projecteurs, affirme avoir mobilisé plus de 55.000 commerçants pour l'occasion ; il vient, une fois encore, de rappeler qu'il «durcira» les sanctions contre les commerçants réfractaires qui ne respecteront pas «l'obligation de permanence» ! «Nous serons intraitables avec ceux qui ne suivront pas les consignes d'ouverture de leurs commerces pendant l'Aïd», a-t-il dit.

Les Algériens ne sont pas dupes pour autant, eux qui ont eu à le constater à leurs dépens pendant les fêtes religieuses qui se ressemblent dans ce qu'elles induisent comme nuisances : villes mortes, boulangeries, restaurants et cafés fermés, absence de fruits et légumes, indisponibilité des médicaments et des transports, notamment.

**POURTANT, LA LOI EST CLAIRE : EN CAS DE FERMETURE NON RÉGLEMENTÉE DU COMMERCE CONCERNÉ, C'EST LA FERMETURE DES LOCAUX PENDANT UN MOIS, ASSORTIE D'UNE AMENDE !**

**E**n vertu de ce texte réglementaire qui définit les conditions d'exercice de l'activité commerciale, les commerçants sont tenus de respecter les conditions de permanence durant les jours fériés pour assurer un approvisionnement régulier des citoyens, en marchandises et produits de large consommation. En plus, les listes des commerçants concernés par cette permanence sont arrêtées et affichées sur les places publiques de chaque commune, pour mettre le citoyen au courant des commerces de permanence, le jour de l'Aïd.

**TOUT CELA, EN FAIT, PARTICIPE DE LA THÉORIE DÈS LORS QUE LA RÉALITÉ SUR LE TERRAIN EST AUTRE !**

**B**oulangeries, restaurants, cafés et épiceries spécialisées en alimentation générale ferment boutique «en raison de l'indisponibilité des employés et aussi parce que nous ne pouvons pas obliger ces derniers à travailler le jour de l'Aïd et les empêcher, ainsi, de passer les fêtes avec leurs familles» ! affirment les gérants de ces commerces !

Certaines pharmacies baissent rideau pendant l'Aïd, mais pour une toute autre raison liée à «l'absence de sécurité», disent les gérants des officines.

A l'évidence, il manque un effort d'exploration concernant les causes profondes de cette



te situation qui se répète, bon an, mal an, à chaque fête religieuse.

Les 55.000 commerçants, ceux notamment chargés d'assurer la permanence sont pointés du doigt : vont-ils passer outre ou obtempérer aux menaces des pouvoirs publics ?

La question risque, encore une fois, de faire polémique au vu de toutes les affirmations des responsables qui vont s'exprimer, a posteriori, et prétendre que tout va bien dans le meilleur des mondes, très loin de la triste réalité vécue par les Algériens.

L'Union générale des commerçants et artisans algériens, impliquée également dans cette affaire, va certainement se «fendre» d'un appel pour le respect de l'ouverture des magasins et de la permanence imposée aux commerçants ; elle avait présenté à l'époque une proposition de loi portant organisation de l'activité commerciale et la réglementation du secteur des services. La non-définition des horaires d'ouverture et de travail, y compris par alternance, en période de fêtes, a laissé le champ libre aux commerçants qui ont imposé leur propre loi, ouvrant et fermant leurs magasins au gré de leur humeur. La proposition de l'UGCAA est restée en l'état, ce qui ne la dédouane aucunement, elle qui n'a qu'une faible emprise sur ses adhérents !

Sa responsabilité est engagée, au même titre que le ministère du Commerce, coupable de n'avoir pas déjà sanctionné sévèrement, comme il l'a prétendu, les 270 commerçants défaillants de l'année passée.

C'est cette impunité d'ailleurs qui va, selon certains, encourager d'autres commerçants à récidiver dès ce vendredi.

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a voulu, pour sa part, marquer sa différence ; il a instruit les walis pour prendre en charge les problèmes récurrents des citoyens qui reviennent à chaque fête religieuse, notamment «le ramassage des ordures ménagères», mission de «service public», est-il besoin de le rappeler, dont le plus gros serait constitué par les déchets conséquents à l'abattage des moutons.

Qui dit Aïd, pense par association d'idées à l'essence et la hantise de la pénurie de carburant, qui est déjà perceptible, autour des stations qui sont prises d'assaut ! Ni les propos rassurants des responsables de Naftal, encore moins la disponibilité des produits à la pompe ne rassurent les automobilistes qui s'entêteront à «prendre la file», nonobstant la chaleur caniculaire !

Et dans ce méli-mélo sont pointés du doigt tous ces ouvriers besogneux de l'intérieur du

pays, dont on ne remarque la présence ou l'absence, c'est selon, que pendant les fêtes.

Un ministre avait proposé de former «massivement» dans les filières telles la boulangerie, la coiffure et la restauration, entre autres, pour pallier le déficit et l'absence de toutes ces «petites mains».

L'idée n'est pas mauvaise au demeurant ; elle mériterait d'être concrétisée, à condition d'associer les banques aux projets des «apprenants» pour les aider à démarrer leur entreprise, une fois le diplôme acquis.

Il faut dire aussi que l'essentiel de la population ouvrière pour ce qui est d'Alger, par exemple, vient des autres régions du pays, de l'Est et de la Kabylie. Et même les familles qui sont originaires de ces wilayas préfèrent passer l'Aïd loin de la capitale. Alger, tout comme Oran, Annaba ou encore Constantine ont une composante sociologique différente des autres grandes métropoles.

C'est ce brassage qui fait que ces villes se vident de leurs habitants, à l'occasion des jours fériés et présentent l'image de villes désertes. Des villes où les rares taxis sont pris d'assaut. Globalement, si le transport inter-wilayas fonctionne, peu ou prou, durant les fêtes religieuses, les bus privés qui assurent les liaisons urbaines restent au garage.

Pas de recours possible des usagers en l'absence de contrôle sur le terrain !

**SANS FORCER LE TRAIT, C'EST LA TRISTE SITUATION POUR L'AÏD !**

**L**e consommateur, de manière générale, ne défend pas ses droits, dit-on, et les commerçants se disent «chez eux» et ne respectent pas les clients. L'État ne fait rien ou presque, pour faire respecter les règles et les lois. Chacun y va de sa lecture de la notion de service public, notion tellement galvaudée qu'elle a perdu tout son sens.

On se renvoie la balle : le ministère du Commerce, accusant tantôt celui de l'Agriculture, ou même les Collectivités locales, et à tout ce beau monde de pointer du doigt les consommateurs «incapables, selon eux, de discipliner leur boulimie et de stopper leur frénésie d'achats».

Le non-respect de l'obligation de permanence est un problème complexe, lié à un enchevêtrement de facteurs :

Première cause évoquée : un défaut d'information. «Nous recevons parfois la notification de permanence deux ou trois jours avant

l'Aïd. Ce n'est pas suffisant pour s'organiser», explique un commerçant à Alger.

Dans certaines wilayas, les listes sont transmises trop tard ou de façon incomplète, entraînant une confusion sur les commerces réellement concernés.

À cette désorganisation s'ajoutent des raisons humaines. Les fêtes religieuses, comme l'Aïd el-Fitr ou l'Aïd el-Adha, sont des moments de retrouvailles familiales. Beaucoup de commerçants préfèrent fermer leurs boutiques pour passer du temps avec leurs proches.

«On travaille toute l'année sans congés. L'Aïd est parfois notre seul moment de repos», confie un boulanger d'Oran.

D'un point de vue économique, certains estiment que maintenir leur commerce ouvert un jour férié n'est pas rentable. Les clients sont rares, les charges salariales augmentent, et les bénéfices ne compensent pas l'effort. «Je perds plus en ouvrant qu'en fermant», résume un épicier de Constantine.

Autre facteur clé : l'absence de contrôle strict. Si les autorités ont prévu des sanctions pouvant aller jusqu'à 100.000 DA d'amende, ces mesures sont rarement appliquées avec rigueur. Dans certaines régions, les contrôles sont sporadiques, voire inexistants, ce qui renforce un sentiment d'impunité.

Il existe pourtant des cas d'exemption prévus par la loi : maladie, décès, panne technique, ou encore congé annuel. Toutefois, de nombreux commerçants ignorent la procédure ou ne reçoivent pas de réponse à temps après avoir déposé leur demande auprès de la direction du commerce.

Pour y remédier, il serait judicieux de renforcer la communication, améliorer les délais de notification, assouplir certaines procédures, et assurer un contrôle plus équitable et régulier.

Une telle approche permettrait de concilier les impératifs du service public avec les réalités vécues par les commerçants sur le terrain. Mais, c'est bien connu, le décalage de la société algérienne avec les normes élémentaires universelles est si large que les replâtrages, aussi savants soient-ils, ne suffiront pas à déraciner un mode de vie devenu le dogme de tout un peuple ! Tous les ministres du Commerce, de l'indépendance à ce jour, ont dit vouloir prendre en charge ces fermetures récurrentes des commerces à la veille de chaque fête religieuse. Pour y laisser en définitive la preuve de leur inefficacité et de leur perte de crédibilité.

A charge pour le tenant du poste de nous surprendre !



# Trouver sa voie

Par Arezki Derguini

## 1re partie

**T**rouver sa voie, choisir sa voie dans le cours des choses, c'est commencer par faire la part de ce que la dynamique mondiale porte en avant et de ce qu'elle rejette en arrière. C'est ensuite ou en même temps, y faire son sillon, sa place. Comme inscrire sa voie dans le paysage. Autrement dit, c'est situer son expérience parmi celles du monde pour tirer avantage de l'énergie et des ressources du cours des choses, et instaurer des habitudes qui permettent d'y naviguer.

### L'HUMAIN, SES DISPOSITIONS ET SES HABITUDES

Me reste à l'esprit le propos de Kateb Yacine, selon lequel l'enfance est une éternelle sauvagerie, un éternel recommencement. La cruauté des enfants est patente, mais dire que l'humain est foncièrement mauvais, c'est extrapoler de manière abusive, quoique cela ou l'inverse puisse être postulé (Rousseau, Hobbes, Mencius, etc.). Le principe postulé combat son contraire, mais ne peut s'en dissocier, cesser d'en vivre. Bonté et méchanceté ne sont pas dissociables, l'une peut prévaloir sur l'autre, mais l'une ne peut exclure l'autre de son horizon.

Plutôt que de postuler un principe en matière d'éducation selon lequel la nature serait bonne ou mauvaise, on peut partir du principe que la socialisation opère sur des dispositions. Dans l'humain, il y a du bon et du mauvais. Les enfants naissent avec des dispositions différentes, ils viennent au monde, y sont jetés, ont été disposés et se disposent d'une certaine façon. Ils sont par exemple plus ou moins ouverts au monde. Ces dispositions se transforment ensuite pour s'ajuster aux dispositions des autres. Les uns partent avec de bonnes dispositions à l'égard de la vie, mais finissent avec de mauvaises dispositions, d'autres mal disposés au départ, s'ouvrent à la vie progressivement et font le chemin inverse. Tout dépend donc du sort que feront la vie et l'éducation aux dispositions initiales. La vie et l'éducation peuvent faire d'une bonne personne au départ une mauvaise personne à la fin et inversement.

Les habitudes sont la prise des dispositions sur le cours des choses. Elles peuvent nous en dissocier, nous installer dans une vie confortable qui nous protège du tumulte de la vie, nous enfermer dans une bulle ou nous y associer fermement.

Les expériences commencent au sein de la famille, au sein de laquelle se construisent les premières habitudes, les premières adaptations de l'individu au monde. L'enfant met en ordre le monde qui l'entoure. Certaines sociétés offrent le net paysage d'une ritualisation de la vie, d'une mise en ordre complète du monde et de la vie. D'autres un paysage moins net. Mais toutes offrent ce paysage si

on ne les regarde pas de trop près, et si par rituel on entend un certain nombre de routines. Le rituel peut être sacralisé ou non, il se présente comme une application de la loi au comportement.

Dans le rituel, il y a le geste et la vie, une automatisation du geste et de la vie. La vie échappe au geste par un bout ou un autre. Elle le traverse ou passe en dessous. La vie se coule dans le rituel d'une vie bien dressée, mais ne s'y laisse pas enfermer. Un rituel vide, désuet est un rituel abandonné par la vie. Une vie bien réglée est celle dont le rituel améliore la vie. Entre les deux aussi naît la comédie, la formation des personnages.

### INTENSIFICATION DE LA COMPÉTITION ET RÉDUCTION DE SON CHAMP

La vie est compétition. La compétition n'exclut pas la coopération. Au contraire, plus la compétition s'élève, plus elle exige de coopération. Le meilleur exemple est celui des compétitions individuelles de performance qui valorisent la compétition individuelle, mais qui ne pourraient atteindre ses plus hauts niveaux sans les coopérations collectives qui l'entourent.

Au plan mondial, on assiste à une compétition antagoniste autour de la distribution du travail et du travail qualifié du fait de la polarisation du marché du travail. Après que la mondialisation soit apparue comme un jeu à somme non nulle pour l'Occident, une démondialisation s'amorce du fait de la transformation de son jeu en un jeu à somme nulle. Le reste du monde qui émerge gagne et fait perdre à l'Occident. Il lui faut redistribuer les chaînes de valeur. Le cours des choses sera marqué par une telle redistribution.

Le champ de la compétition marchande après s'être étendu au cours des siècles passés, commence à rétrécir. Le déclassement frappe les classes moyennes des pays riches. L'exclusion du marché du travail commence par les plus faibles, les étrangers en l'occurrence, mais aussi les plus jeunes (les outsiders), cela pour préserver le travail de qualité des sociétés les plus riches (insiders). Les pays riches s'efforcent de rapatrier leur industrie qu'ils avaient délocalisée, le marché extérieur des pays émergents se rétrécit.

### DÉMONDIALISATION ET ÉCONOMIE DOMESTIQUE

**Situation chinoise.** Dans cette nouvelle compétition marchande, on caractérise la situation chinoise par un ralentissement de la croissance tirée par les exportations, le vieillissement de sa population et le chômage de ses jeunes. La famille sur laquelle compte le système de sécurité sociale se tend. Sur quels rapports entre l'individu, la famille et les sociétés, la compétition va se développer ?

Si du point de vue de la reproduction, ce déséquilibre entre croissance des inactifs et chômage des actifs est problématique pour la Chine d'un point de vue arithmétique, cela l'est aussi pour les Occidentaux, mais



qui plus en est, du point de vue de la compétitivité. Du point de vue arithmétique, qui s'autorise la comparaison internationale d'un point de vue occidental, la spécificité de la famille chinoise est oubliée. On peut alors déplorer l'absence d'un système de sécurité sociale en Chine pour soutenir le second moteur de la croissance (la consommation). La famille chinoise épargne pour l'éducation de ses enfants et ses retraites. Ce qui nous ramène au point de départ : le modèle occidental est toujours de référence. Entre l'individu et la société, la famille a disparu. Alors que l'on pourrait se demander si du point de vue de la compétitivité sociale, il ne faut pas compter sur une solidarité familiale et une jeunesse chinoise instruite et mobilisée pour arracher au monde ses parts de marché. Le resserrement du marché du travail qualifié ne concerne pas que les Chinois. Quant au vieillissement de la population qui pèserait sur les épaules de la jeunesse, il faut rappeler que le rapport des actifs et des inactifs en Chine n'est pas macroéconomique. Les actifs ne portent pas les inactifs au travers d'un système public de sécurité sociale. Le système de sécurité sociale chinoise reste basé sur la famille. Entre l'actif et l'inactif, le rapport occidental et chinois est différent, ce n'est pas nécessairement l'inactif qui est à la charge de l'actif (héritage). Et même lorsque le rapport est le même (l'actif soutient l'inactif), ce qui pèse sur les épaules de la jeunesse chinoise les écrasera-t-il ou les poussera-t-il à davantage de détermination et de compétitivité ? Cela pour souligner qu'avec l'intensification de la compétition mondiale qui se profile, la réponse peut considérablement varier d'un peuple à un autre face aux défis attendus. Tous ne bénéficieront pas des mêmes ressources face à la baisse de pouvoir d'achat (consommation collective/consommation individuelle), face au vieillissement de la population (famille/système de protection sociale), face au chômage des jeunes (travail/revenu), face à la réduction du champ de la compétition (dualisations de la société).

être évité que si l'on renonce à imposer un marché unique à l'ensemble des acteurs. Mettre l'ensemble des acteurs économiques dans un seul marché est le meilleur moyen de soumettre le marché national aux pressions du marché mondial. Ainsi, ne pas séparer l'agriculture saharienne spéculative qui dispose de nappes phréatiques et de grandes surfaces de l'agriculture des autres régions, c'est détruire l'agriculture paysanne pour compter ce sur quoi l'on ne peut compter indéfiniment (épuisement des nappes, salinisation des sols au Sud, destruction de l'agriculture durable au Nord). Jusqu'à quand pourra-t-on exporter de l'eau du Sud vers le Nord, qu'advendra-t-il ensuite de ces régions exportatrices et de celles qui n'ont pas pu faire face à leur concurrence ? Pour soustraire l'économie des aléas du marché mondial et de la géopolitique, pour développer une économie durable, il faut donner une certaine autonomie à l'économie domestique. Et à la base de cette économie domestique marchande, il y a l'économie domestique familiale et les économies régionales. La pérennité de l'accumulation a besoin de longueur de temps, l'individu n'est pas le bon agent. Les achats durables ont besoin d'économies régionales et familiales. La tentation du marché unique est forte, les « sédentaires » doivent s'attacher les « nomades » et seules les familles et les régions sont en mesure de le faire. On ne relève le fait que la Chine n'a pas de marché unique du travail et des droits sociaux que pour noter l'opposition entre villes et campagnes et l'obstruction à la mobilité sociale.

La région, à l'ère de la révolution numérique, est le milieu qui peut s'appuyer sur un capital social, maîtriser son information et ses circuits, fabriquer les bases de données dont elle peut avoir vraiment besoin (capital informationnel) piloter son activité au plus près des acteurs (comportement planifié) et donc maîtriser ses expérimentations. Elle peut valoriser et contrôler ses asymétries d'information sans qu'elles puissent être retournées contre elle.

**Déjudiciarisation.** La région peut régler ses différends internes par la conciliation, le recours à la médiation. On a tort de prétendre vouloir « appliquer » la loi, on n'applique pas une loi, on fait avec une loi. Le Roi a beau vouloir imposer sa loi, ses sujets feront avec sa loi. Dans un prétoire, l'armée des avocats en fait la démonstration. La loi ne doit pas être posée comme extérieure à la société. Elle doit en émaner. Par contre, on applique des modèles. La justice précoloniale était une justice de médiation. S'appuyant sur des croyances communes, une hiérarchie des valeurs qui avaient valeur de loi, la violence légitime ne s'appuyait pas sur un monopole de la violence. Contrairement à l'État de droit, qui applique une loi qui suppose sa non observation, avec la médiation, l'observation et l'application de la loi ne sont pas séparées. Les croyances sociales, les règles sociales et les comportements sociaux ne sont pas disjoints. Les règles sociales règlent ou canalisent les comportements sociaux parce que les acteurs partagent la croyance dans une certaine hiérarchie des valeurs.

A suivre...

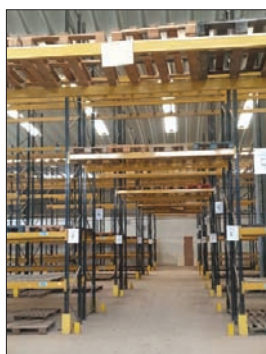
Publicité

## Vend ensemble de rayonnages lourds (Racking importation) : 12 m de haut / 650kg par m².

Disponible pour un espace de stockage  
de l'ordre de 1.300 m². Très bon état.

Contact / mail : norc.activ25@gmail.com

Tel: 0658 54 00 45 / 0675 68.76.97



## ÉCONOMIE DOMESTIQUE, DÉJUDICIARISATION ET COMPORTEMENT PLANIFIÉ

Avec une démondialisation qui peut prendre la forme d'une régionalisation des chaînes de valeur et une polarisation du marché du travail, nous allons assister à une dualisation des économies nationales. Une dualisation subie ou choisie. Dans les économies où domine un marché unique, une telle dualisation fait courir le risque d'une polarisation des sociétés. Dans le modèle chinois, une telle dualisation est supposée et agie, on veut faire avec deux économies relativement autonomes, une économie d'exportation et une économie domestique. Les échanges entre les deux économies peuvent être administrés, du point de vue de l'économie domestique ou/et du point de vue de l'économie d'exportation selon la nécessité.

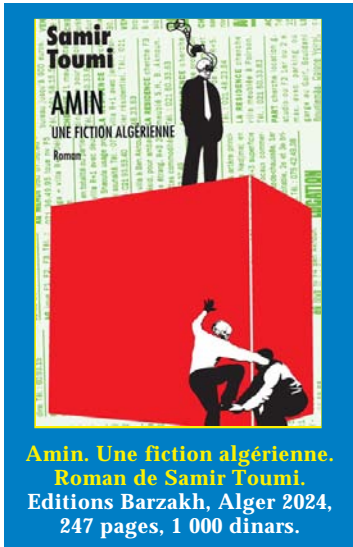
Dans les économies émergentes, si le point de vue de l'économie d'exportation (ou de substitution d'importations) s'impose au point de vue de l'économie domestique, de nombreux équilibres sociaux risquent d'être rompus. Un tel résultat ne peut



# SYSTÈME ET POUVOIRS

**mediatic**

Par Belkacem  
Ahcene-Djaballah  
**Livres**



**Amin. Une fiction algérienne. Roman de Samir Toumi.** Editions Barzakh, Alger 2024, 247 pages, 1 000 dinars.

Un écrivain à succès, ça n'attire pas forcément les amitiés désintéressées et c'est ce qui est arrivé à Djamel B., dans une société totalement soumise (sic !) aux pouvoirs d'un groupe d'oligarques mafieux.

Écrivain à succès ? C'est du moins ce que pensent de lui ceux qui font tout pour exploiter à leur avantage ses «qualités».

Pour sa part, sa réussite est simplement le résultat d'un concours de circonstances favorables à l'émergence, dans une société locale habituellement peu disposée à l'endroit du livre en particulier et de l'écrit en général, et dans une société étrangère à l'affût d'outils de pénétration.

Donc, en panne d'inspiration, notre homme est contacté par Amine, un bonhomme énigmatique, sorte d'intermédiaire en tout et rien, «samsar» vivant entre les eaux claires et/ou polluées de la vie politique, économique et financière du pays, mais extraordinaire personnage de roman, sur fond d'oligarchie mafieuse et de gouvernance malsaine. Il est bien introduit dans tous les cercles et ne manque de rien.

Un marché («un contrat faustien»)

est proposé. Il lui donne(ra) accès aux arcanes du «système», à condition qu'il s'engage à écrire un roman le «décrivant» bien plus que le dénonçant.

Le contexte s'y prête, l'Algérie de l'époque (lire et comprendre la fin de parcours du système Bouteflika) est à la veille, lui affirme-t-on, d'un basculement, une ambiance de fin de règne planant sur le pays.

On se retrouve donc plongé au cœur même du «système» et des «pouvoirs» profonds régnant en maîtres à l'époque. Tout s'y mêle dans une atmosphère où l'argent, l'alcool, la drogue, les parties «fines», et les «affaires» règnent en maîtres... en des lieux fantasmés. Avec, comme marionnettistes, des personnages, pour la plupart se disant «entrepreneurs», «self made men», «adaptés» (celui qui a acquis tous les codes permettant la prospérité) ou non, discrets sur leurs protecteurs ou parrains (pour les plus habiles) ou non, mélangeant la cupidité, les calculs sordides, les menaces voilées, l'arrogance, l'absence de scrupules, la falsification, l'opportunisme, l'incontournable religiosité, cela va de soi... et l'ignorance souvent crasse.

Le roman sera bel et bien écrit... mais jamais publié. Il le sera bien plus tard... notre romancier se découvrant «manipulé». Acteur principal et complet naïf sans qu'il ne se rende compte, il avait contribué, en raison de toutes les rumeurs liées à la prochaine parution de son «explosif» roman, à la chute du système en place.

**L'Auteur :** Né le 7 juin 1968 à Bologhine, vit et travaille à Alger où il dirige une entreprise de conseil. Déjà auteur de deux romans, «Alger, le cri» en 2013 et «L'Effacement» en 2016, ce dernier ayant été adapté au cinéma par Karim Moussaoui. Image de couverture de Azeddine Krim («It Kills», 2024).

**Extraits :** «Ces «entrepreneurs» des années 2000 avaient créé un puissant écosystème de fraude autour de leurs activités» (p 62), «Je ne comprendrais d'ailleurs jamais ce besoin irrépressible de se confier à un auteur. Désir narcissique et inconscient de gloire, d'immortalité même, en espérant voir sa vie consignée dans un quelconque ouvrage ? Ou simple fascination devant l'aura du romancier ? (p118), «Je dé-

testais les «complexes touristiques», leur état de délabrement m'accablait. Ces lieux, devenus si glauques, sont les ruines de mes souvenirs» (p148), «Ça ne veut rien dire «les officiels». Il y a des hommes et des femmes, avec des positions de pouvoir, plus ou moins élevés, plus ou moins formelles, plus ou moins usurpées... Le système n'est rien d'autre que cet agrégat humain, où des individus bataillent pour maintenir leurs privilèges coûte que coûte» (pp 166-167).

**Avis** Il n'y a que les bons écrivains qui arrivent à transmettre clairement au grand public (celui qui lit) une réalité pourtant évidente, grâce à de la fiction. Des choses que l'on «savait» mais qui sont, dans ce livre, bien décrites et... toutes dites. Pour bien savoir, il s'agit seulement de le lire. «Amin», pas si fiction que ça !

**Citations :** «En Algérie, il faut se méfier de tout le monde, même de ton ombre» (p 27), «En Algérie, si tu ne connais personne, tu n'es rien. La clé du succès, c'est les co-naissances ! Il faut toujours connaître quelqu'un, qui connaît quelqu'un, qui connaît quelqu'un d'autre qui, lui, en connaît un qui... et ainsi de suite ! Mais attention : les connaissances, tu dois, toi aussi, leur rendre des services» (p 45), «Les procédures, les règles, les lois, chez nous, c'est pour bloquer ceux qui n'ont pas de connaissances. L'administration, c'est comme une porte blindée : d'un côté, il y a ceux qui ont des connaissances, de l'autre, ceux qui n'en ont pas !» (p 45), «Les échecs, c'est comme la vie. Il faut toujours avoir plusieurs coups d'avance» (p 60), «Le fantasme est un levier de gouvernance redoutable pour générer de la peur auprès des décideurs et de la population... les protecteurs cultivent en permanence l'opacité qui est, comme on le sait, à l'origine du fantasme» (p 65), «Le temps passe vite lorsqu'on écrit. Face aux mots, l'univers se rétrécit et confine l'écrivain à cet espace blanc, qu'il s'évertue à dilater, en l'emplant de vie» (p 157), «Il n'y a pas que dans la littérature que les vies sont si faciles à «arrêter». Dans la réalité, on peut aussi décider de faire passer sa vie à la corbeille pour disparaître à jamais» (p 208-209).

tous embarquer vers cet Ailleurs mirifique. Je dis «tous», parce que nous voulons tous abandonner le navire Algérie. Ceux qui ont les moyens sont déjà là-bas, qui à Neuilly, ni dans une banlieue parisienne. Et Saadani (note : alors Sg du FlN) vient dicter, par conférence interposée, ses velléités patriotiques. Il n'est pas le seul, malheureusement» (p 77), «(...) «Mais que vient faire la dawla, que diable, dans nos crachats, notre morve, nos mégots, notre chique (et tout le reste) qui constellent nos trottoirs ? On ne décrète pas la propreté, ni le civisme, ni le vivre ensemble» (p 111), (...)

**Avis** «Une plaidoirie politico-sociologique... un livre poétique» (Amin Zaoui, préface). Des chroniques du vrai réel !

**Citations :** (...) «Un rien déclenche la fureur d'un Algérien. A croire que de la nitroglycérine coule dans nos veines. Et le vendredi, nous nous retrouvons à la mosquée du coin pour écouter l'imam qui, à mon sens, prêche dans le désert. Car une fois le seuil de la mosquée franchi, «les atavismes se régénèrent» (p 41), (...) «Quand la culture fait défaut, la société est dé-cérébrée» (p 149).

(Fiche de lecture déjà publiée en septembre 2019. Extraits pour rappel. Fiche complète en [www.almanach-dz.com/vie-politique/bibliotheque-dalmanach](http://www.almanach-dz.com/vie-politique/bibliotheque-dalmanach))

## «Quand l'innocence est assassinée : un appel à la justice internationale»



Par Khaled Chebli\*

### 1. INTRODUCTION

Dans un monde qui proclame haut et fort la protection des droits de l'enfant et célèbre leur dignité universelle, il est tragiquement paradoxal que des millions d'enfants continuent de subir les pires formes de violence et d'injustice. Pourtant, cette contradiction ne saurait rester ignorée ni justifiée. La situation à Gaza incarne ce paradoxe douloureux : malgré les engagements internationaux et la reconnaissance unanime du droit à la protection des mineurs, plus de 20.000 enfants palestiniens ont péri depuis octobre 2023, victimes d'une agression systématique perpétrée par les forces sionistes.

Ces pertes massives ne sont pas de simples chiffres : elles représentent l'effondrement de l'un des principes fondamentaux du Droit international, celui de la protection des civils en temps de guerre, et surtout, celui de la préservation de l'innocence de l'enfance. La Communauté internationale, en proclamant la dignité humaine et les Droits universels, se doit d'agir de manière ferme et efficace pour mettre un terme à cette hécatombe, et pour exiger la justice pour les victimes les plus vulnérables.

### 2. UN CRIME SYSTÉMATIQUE CONTRE L'ENFANCE

Les chiffres tragiques qui témoignent de cette hécatombe ne sauraient être perçus comme de simples statistiques, mais plutôt comme la preuve tangible d'un crime de guerre délibéré. Le Droit international humanitaire, fondé sur les conventions de Genève et les traités internationaux relatifs à la protection des civils, interdit formellement les attaques contre les populations non combattantes, en particulier les enfants, qui bénéficient d'une protection spéciale et renforcée.

La destruction répétée des écoles, des hôpitaux et des refuges, considérés comme des espaces civils protégés, démontre une violation manifeste des principes fondamentaux du Droit international humanitaire. Ces actes ne sauraient être justifiés par des motifs militaires ou des stratégies sécuritaires.

### 3. LA PROTECTION DES ENFANTS : UN IMPÉRATIF JURIDIQUE

Malgré l'ampleur de ces violations, la Communauté internationale persiste à adopter une posture ambiguë, plaçant victimes et bourreaux sur un même pied d'égalité, ce qui constitue une dangereuse erreur. La protection des enfants en temps de conflit n'est pas une option politique, mais une obligation juridique impérative. Les traités internationaux consacrés aux droits de l'enfant, ainsi que les pactes relatifs aux droits civils et politiques, imposent aux États une responsabilité incontournable pour garantir la sécurité et le bien-être des mineurs.

Le silence complice et le manque d'actions judiciaires concrètes, face à ce bilan effroyable, traduisent une défaillance grave dans l'application du Droit international.

### 4. UNE POLITIQUE D'OCCUPATION ILLÉGALE ET DES PROVOCATIONS PERSISTANTES

Parallèlement à ces crimes de masse, les incursions répétées de colonies extrémistes dans les Lieux saints palestiniens, escortés par les forces sionistes, constituent une forme de provocation violente et

une tentative systématique d'effacer la mémoire collective palestinienne. Ces actes violent les conventions internationales relatives à la protection des biens culturels en période de conflit et les droits fondamentaux garantis par les pactes internationaux sur les droits civils et politiques.

### 5. LE SILENCE INTERNATIONAL : UNE COMPLICITÉ PRÉOCCUPANTE

Face à ces atrocités, rester silencieux ou prétendre adopter une posture de neutralité revient à cautionner l'injustice. Le refus de condamner clairement ces crimes et d'agir concrètement face à la mort de milliers d'enfants équivaut à une complicité morale et politique.

La colère qui découle de cette tragédie dépasse le cadre émotionnel pour devenir un impératif moral et un acte de résistance légitime.

### 6. NOS EXIGENCES : JUSTICE ET RESPONSABILITÉ

Ce que nous appelons de nos vœux, ce n'est pas seulement un cessez-le-feu temporaire, mais la mise en œuvre d'une justice véritable et effective :

- L'ouverture immédiate d'une enquête internationale indépendante supervisée par la Cour pénale internationale pour examiner ces crimes.
- La poursuite des responsables politiques et militaires sionistes devant les juridictions internationales compétentes pour crimes de guerre et crimes contre l'Humanité.
- L'interdiction totale et durable des exportations d'armes vers les forces impliquées dans ces agressions.
- La protection urgente des populations civiles palestiniennes, notamment à Gaza et en Cisjordanie, par la Communauté internationale.
- Le respect et le soutien effectif du droit du peuple palestinien à l'autodétermination, conformément aux principes du Droit international.

### 7. CONCLUSION : RESTAURER L'HUMANITÉ PAR LA JUSTICE

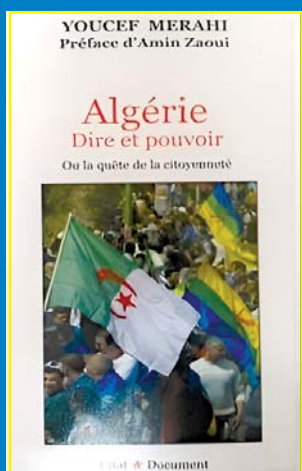
Le massacre de plus de 20.000 enfants palestiniens n'est pas une simple tragédie humaine, mais une défaillance collective de la conscience internationale et des mécanismes de protection juridique. Chaque enfant tué, chaque regard éteint, représente une perte irréparable pour l'Humanité toute entière et une tache indélébile sur le système mondial des droits humains.

Il est impératif que la Communauté internationale prenne conscience que le maintien de la paix et de la stabilité ne saurait être construit sur la souffrance et l'extinction de la jeunesse palestinienne. Ignorer ces crimes ou adopter une posture équivalente envers bourreaux et victimes, ne fera qu'aggraver les tensions et prolonger le cycle de violence.

Quand l'innocence est assassinée, la colère devient plus qu'une émotion passagère ; elle se transforme en un acte de résistance, en un devoir moral et en un appel solennel à la justice. Seule une justice véritable, appliquée avec rigueur et impartialité, pourra restaurer l'Humanité bafouée et ouvrir la voie à un avenir de paix fondé sur le respect des droits fondamentaux.

\*Chercheur universitaire en Droit constitutionnel et Affaires parlementaires.

Membre du Laboratoire de recherche en droit, urbanisme et environnement; Faculté de Droit, université Badji-Mokhtar, Annaba  
Bibliothèque nationale El Hamma, Alger – 26 mai 2025



**Algérie. Dire et pouvoir, ou la quête de la citoyenneté.** Recueil de chroniques de Youcef Merahi (Préface d'Amin Zaoui). Tafat Editions, Alger 2018, 155 pages, 500 da

Une quarantaine de textes (en fait, il me semble que ce sont des chroniques déjà publiées dans la presse... et on aurait aimé les dates des parutions pour nous permettre de mieux re-situer les événements et /ou les états d'âme décrits). Une quarantaine de textes où tout y passe : la gouvernance du pays, les comportements des citoyens, le cinquième mandat à l'horizon, les partis politiques, le système éducatif, le financement non conventionnel, la hargha, l'exil, les élections préfabri-



## Répartis entre une dizaine de communes de la wilaya Préparatifs pour le relogement de plus de 3.700 familles

D.B.

Des intensives préparatifs sont en cours pour le relogement de plus de 3.700 familles au niveau de la wilaya d'Oran, indiquent les services de la wilaya. Ce quota de logements est réparti entre les communes d'Oran, Ain El Turck, El Braya, Es-Sénia, Gdyl, Benfréha, El Ançor et Boutlélis. La commune d'Oran s'est taillé la part du lion avec l'attribution de quelque 2.000 unités. En effet, un total de 2.000 logements publics locatifs sera prochainement distribué au niveau de la commune d'Oran. Les services concernés ont publié les listes nominatives des bénéficiaires de ce quota d'habitat en fixant un délai de huit jours pour le dépôt des recours. Ces derniers peuvent être déposés au niveau du Palais des sports «Hamou Boutlélis» situé dans le quartier de «Medina Jdida», a-t-on indiqué.

A noter que les travaux de réalisation de ce quota de logements, qui seront répartis sur plusieurs communes de la wilaya, sont achevés à 100%, y compris les aménagements extérieurs tels que les trottoirs, les espaces verts et les aires de jeux. Pour les autres communes, les listes nominatives des bénéficiaires de plus de 1.740 logements publics locatifs ont été publiées récemment dans les communes de Ain El Turck, El Braya, Ain El Beida, Gdyl, Benfréha, Es-Sénia, El Ançor et Boutlélis. L'opération se poursuit dans les différen-

tes communes de la wilaya. Avec le relogement de ces 3.700 familles, la wilaya d'Oran aura distribué près de 4.000 logements depuis le début de l'année en cours, selon un récent bilan des services de la wilaya. Outre les 3.700 logements prévus dans les tout prochains jours. Il s'agit de 927 logements sociaux et 280 logements location/vente (AADL).

Par ailleurs, quelque 1.500 logements sociaux seront attribués cet été aux postulants de la formule à points de la daïra d'Oran, indiquent les services de la wilaya. Ce quota fait partie de plus de 6.300 logements toutes formules confondues qui seront distribués le 05 juillet prochain à l'occasion de la fête de l'indépendance. Outre la daïra d'Oran, les postulant de la même formule dans d'autres communes, notamment Oued Tlélat, Taфраoui, Boufatis... bénéficieront de quotas de logement sociaux. Il y a quelques jours, le wali d'Oran M. Samir Chibani avait indiqué que plus de 6.300 logements relevant des différentes formules devront être distribués dans la wilaya d'Oran, à l'occasion de la commémoration du 63<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance et de la fête de la jeunesse.

A la faveur de cette opération, la daïra d'Oran bénéficiera de 1.500 logements publics locatifs, destinés aux postulants des dossiers à points, 1.000 unités similaires à Oued Tlélat, 400 unités pour la commune de Oued Tlélat, ainsi que 100 unités pour les communes de Taфраoui,

Boufatis, El Braya et d'autres communes. Selon le chef de l'exécutif, l'ensemble des logements publics locatifs gérés par l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) sont achevés et sont actuellement dans la phase de finition extérieure, comprenant la réalisation de trottoirs, de routes, de l'éclairage public et des aires de jeux pour enfants. D'autre part, les opérations de relogement initiées durant l'année 2024 ont permis aux services de la wilaya d'attribuer près de 5.000 logements toutes formules confondues et d'éradiquer d'importantes poches d'habitats illicites.

Selon un récent bilan des services de la wilaya, ce quota vient s'ajouter à plus de 30.000 unités distribuées ces dernières années à Oran. Aussi quatre grands bidonvilles ont été rasés et un important portefeuille foncier récupéré. Signalons que la wilaya d'Oran a établi un vaste calendrier pour la distribution de plus de 11.000 logements avant la fin de l'année en cours. Selon les services de la wilaya, ce calendrier s'étalera de juillet à la fin décembre avec un premier quota prévu le 05 juillet et un second le 1<sup>er</sup> novembre prochain. A ce titre et dans le cadre de ce calendrier, un quota de 1.294 unités sera attribué à ses bénéficiaires le 1<sup>er</sup> novembre prochain à l'occasion de la commémoration du déclenchement de la glorieuse guerre de libération nationale, indiquent les services de la wilaya.

## Chirurgie thoracique L'EHU réussit une première nationale par VATS

J.Boukraa

L'Etablissement hospitalier universitaire «1<sup>er</sup> Novembre 1954/» d'Oran vient de franchir un cap remarquable dans le domaine de la chirurgie thoracique en réalisant une intervention inédite en Algérie : une segmentectomie pulmonaire (segment S6) par chirurgie vidéo-assistée (VATS).

Cette opération, réalisée sous la direction du professeur Rachid Kacemi, marque une première nationale. Elle a été pratiquée sur une patiente de 55 ans, originaire de la wilaya de Saïda, atteinte d'une métastase pulmonaire secondaire à un adénocarcinome du côlon. Face à cette pathologie complexe, l'équipe médicale a opté pour une stratégie conservatrice mais efficace, permettant de retirer uniquement le segment pulmonaire atteint, tout en préservant la fonction respiratoire.

La segmentectomie du segment S6 représente un véritable défi technique en raison de la complexité anatomique de cette région.

Pourtant, l'opération a été menée avec succès grâce à une parfaite maîtrise des techniques de chirurgie mini-invasive et à une collaboration étroite entre

chirurgiens et anesthésistes, notamment l'équipe du Dr Boumessa, en charge de l'anesthésie-réanimation.

Contrairement aux lobectomies classiques, cette approche ciblée permet une récupération postopératoire plus rapide et réduit les risques pour les patients présentant une fonction respiratoire diminuée ou des pathologies associées.

Cette réussite s'inscrit dans une dynamique d'innovation constante au sein du service de chirurgie thoracique de l'EHU d'Oran, déjà reconnu pour avoir mené à bien plusieurs lobectomies par VATS. Toutefois, la réalisation d'une segmentectomie marque un jalon supplémentaire, exigeant une connaissance approfondie de l'anatomie segmentaire pulmonaire et des compétences chirurgicales de très haut niveau.

À travers cette première médicale, l'EHU confirme son statut d'établissement de référence nationale, capable d'intégrer des techniques de pointe pour offrir aux patients les soins les plus avancés.

C'est aussi une démonstration de l'engagement des équipes médicales algériennes à hisser la qualité des soins au niveau des standards internationaux.

## Ils promettaient des logements et des locaux à leurs victimes Cinq individus écroués pour escroquerie et faux et usage de faux



K.Assia

Cinq individus qui activaient au sein d'un réseau criminel spécialisé dans l'escroquerie et l'arnaque viennent de tomber dans les filets de la brigade de lutte contre la grande criminalité de la sûreté d'Oran. Les mis en cause promettaient des logements sociaux et aussi des locaux commerciaux à leurs victimes à qui ils remettent des reçus de versement et de fausses clés contre d'importantes sommes d'argent. Cette opération a été effectuée à la suite d'informations

parvenues aux policiers faisant état de l'activité suspecte des membres de ce réseau. Sur ce, les recherches supervisées par le tribunal d'Oran ont permis de les identifier et de connaître aussi leur emplacement. Dans ce registre, cinq individus ont été arrêtés et les policiers ont récupéré à l'issue de cette opération des sommes d'argent provenant de cette escroquerie, de faux documents et des bons de versement falsifiés. Ils ont été présentés au tribunal pour escroquerie, faux et usage de faux et ont été placés sous mandat de dépôt.

## Pour innover dans les métiers de l'eau Signature d'une convention-cadre entre l'USTO-MB et l'ONA

J.Boukraa

L'Université des sciences et de la Technologie d'Oran (USTO-MB) et l'Office national de l'assainissement - Zone Oran (ONA) ont signé mardi une convention-cadre ambitieuse pour renforcer leur coopération dans les domaines de l'eau et de l'environnement. Cette alliance, officialisée lors d'une cérémonie en présence du recteur de l'USTO-MB, Pr Hamou Ahmed, et du directeur

de l'ONA-Zone Oran, M.B. Bouazza, ouvre la voie à une collaboration concrète entre chercheurs, étudiants et professionnels de terrain. Objectif : croiser expertise académique et savoir-faire opérationnel pour mieux traiter, valoriser et gérer les ressources hydriques. Stages, projets de recherche appliquée, formations pour le personnel de l'ONA, interventions dans les jurys, événements scientifiques conjoints et appui à l'entrepreneuriat figurent parmi les

nombreuses actions prévues. Deux coordinatrices, Mme Belhadri Mazouri (USTO-MB) et Mme Belamri Nacera (ONA), auront la mission de piloter cette collaboration, avec un suivi régulier et l'organisation d'une journée scientifique annuelle.

Ce partenariat s'inscrit dans une dynamique nationale de mise en réseau des universités et des entreprises publiques pour relever ensemble les défis liés à la durabilité et à la gestion de l'eau.

## La CNAS lance une campagne de sensibilisation sur la nouvelle prestation 16.685 cartes Chifa réactivées au niveau des pharmacies

K.Assia

Pas moins de 7.431 cartes Chifa sont prêtes à être distribuées, a-t-on appris mardi auprès de la cellule d'écoute sociale, de l'information et de la communication de la Caisse nationale des assurances sociales CNAS de la wilaya d'Oran en marge d'une conférence de presse animée sur la réactivation de la carte Chifa au niveau des officines. Une étape de plus dans la numérisation du système de santé algérien, dans la sécurité renforcée, dans les services digitalisés.

Ainsi, une vaste campagne d'information et de sensibilisation sur cette nouvelle prestation est lancée du 1<sup>er</sup> juin au 5 juin par l'agence locale de la Caisse nationale des assurances sociales CNAS de la wilaya d'Oran.

Des rencontres, des portes ouvertes et des sorties sur le terrain seront donc organisées pour expliciter davantage cette nouvelle prestation.

Les assurés sociaux peuvent bénéficier d'une mise à jour dans les pharmacies conventionnées sans se rendre à la CNAS, une avancée de qualité qui simplifie désormais l'accès aux médicaments mettant ainsi fin aux déplacements vers les centres de paiement de la CNAS.

Cette prestation est disponible H24, tous les jours et même les jours fériés et les fins de week-end au grand soulagement des personnes malades.

Dans ce registre et depuis l'entrée en vigueur de la mise à jour à distance, pas moins de 16.685 cartes Chifa ont été réactivées dans les pharmacies de la wilaya. L'agence d'Oran de la CNAS compte 125.3615 assurés sociaux et ayants droit dont 87.381 bénéficient de la carte Chifa A vrai dire, la carte Chifa a connu une série d'évolutions avec le basculement dans la 2<sup>ème</sup> génération via la carte Chifa 2, de sorte que celle-ci est équipée d'une puce élec-

tronique permettant l'enregistrement des 40 dernières ordonnances et peut conserver les informations sur les 400 derniers médicaments délivrés.

Ce changement a permis selon la même source d'améliorer la flexibilité du traitement des dossiers médicaux et leur intégration aux applications intelligentes et aux plates-formes numériques d'assurance maladie. Ainsi, l'objectif de cette campagne d'information est de consolider les relations avec les professionnels de la santé et de les sensibiliser à la nécessité de contribuer à la modernisation de l'administration. Il est aussi question de simplifier les procédures administratives et de mettre un terme à toutes les pratiques frauduleuses et aussi permettre à l'assuré d'avoir une qualité de service sans être obligé de se déplacer vers les agences CNAS. Notons que 797 pharmacies sont conventionnées avec la CNAS d'Oran.

### ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

**BELABED Rahmouna**, 73 ans, Bir El Djir  
**DENDANE Abdelatif**, 51 ans, Maraval  
**FELA Amora**, 89 ans, Carteaux  
**EL GHAZI Abderrahmane**, 92 ans, Medioni

### Horaires des prières pour Oran et ses environs

09 dhou el hidja 1446				
El Fedjr 04h01	Dohr 13h02	Assar 16h51	Maghreb 20h19	Icha 21h57





## Chlef

**Condamné à trois ans de prison pour fuite des réponses au BEM**

Le tribunal de Chlef a condamné, mardi, un quadragénaire à trois ans de prison ferme et une amende de 100.000 DA, pour son implication dans une affaire de fuite des réponses aux examens du Brevet de l'enseignement moyen (BEM), a-t-on appris auprès de cette instance judiciaire.

"Vu l'article 11 du Code de procédure pénale modifié et complété, le procureur de la République près le tribunal de Chlef informe l'opinion publique que, dans le cadre de la lutte contre les crimes portant atteinte à l'intégrité des exa-

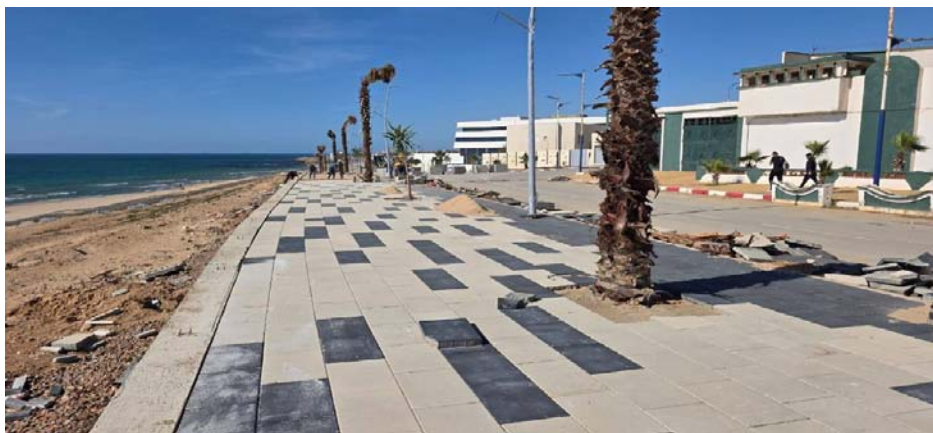
mens et concours, une poursuite judiciaire a été engagée le 3 juin 2025 à l'encontre du dénommé H.M.I, âgé de 41 ans, suivant la procédure de comparution immédiate, pour le délit de fuite des réponses aux examens du BEM, à l'aide de moyens de communication à distance", est-il indiqué dans un communiqué du parquet du tribunal de Chlef.

La même source ajoute que "cet acte, prévu et puni par les articles 253 bis 6, alinéa 1, et 253 bis 7, alinéa 4 du Code pénal, a conduit, après procès et délibération conformément à la loi, à la condam-

nation de l'accusé pour le délit reproché. Il a été condamné à une peine de trois ans de prison ferme assortie d'une amende de 100.000 DA, avec confiscation des objets saisis et mandat de dépôt à l'audience".

Le communiqué souligne, également, que le Code pénal prévoit des peines sévères contre toute personne portant atteinte ou tentant de porter atteinte à l'intégrité des examens et concours, pouvant aller jusqu'à 15 ans de prison si le crime entraîne l'annulation totale ou partielle de l'examen ou du concours.

## Mostaganem

**Aménagement de la façade maritime «Les Sablettes»**

Des travaux d'aménagement de la façade maritime "Les Sablettes", dans la commune de Mazagran, sont en cours, en prévision de la saison estivale, ont indiqué les services de la wilaya.

Selon la même source, le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a inspecté, récemment, les travaux d'aménagement de cette façade maritime, qui ont coûté un montant dépassant 180 millions de DA, s'étend sur 1,5 km et dont le taux d'avancement a atteint 75 %. Le premier responsable

de la wilaya a souligné la nécessité d'accélérer le rythme des travaux, en respectant strictement les normes de qualité, insistant particulièrement sur l'esthétique de l'espace public, la propreté de l'environnement et l'entretien des espaces verts, a-t-on ajouté de même source. Par ailleurs, dans le but d'améliorer cette destination touristique très fréquentée par les estivants, le wali a insisté sur l'obligation faite aux commerces situés en face de la plage d'aménager et de repeindre leurs façades extérieures. Il a

également ordonné l'achèvement des travaux d'éclairage public jusqu'à la plage voisine des Dunes. Dans le même cadre, M. Boudouh a annoncé le lancement des démarches techniques pour la mise en place d'un système de caméras de surveillance basé sur un réseau de fibre optique, a précisé la même source.

La gestion de la plage attenante à la façade maritime sera transférée aux services de la commune afin d'assurer une gestion quotidienne plus efficace de cette infrastructure.

## Tissemsilt

**Favoriser l'esprit entrepreneurial à l'université**

Un projet innovant réalisé par une étudiante de l'université "Ahmed Ben Yahia El-Wancharissi" de Tissemsilt, ayant obtenu un brevet d'invention délivré par l'Institut national algérien de la propriété industrielle, a été présenté, mardi, a-t-on constaté.

Le projet, conçu par Souhila Ouarakni, étudiante en Master 2 à la faculté des sciences et technologies, consiste en un dispositif de filtration destiné à séparer le carburant de l'eau en cas de mélange accidentel. Elle l'a exposé dans le cadre de la 2e édition du programme national de soutien à la jeunesse, organisée à l'université de Tissemsilt en présence d'un grand nombre d'étudiants.

Le président du bureau local de la Fondation algérienne de soutien à la jeunesse et au développement de l'entrepreneuriat, Wassim Sabri, a

précisé que l'objectif de cette présentation de projets ayant obtenu des brevets est d'encourager les étudiants à s'orienter vers la recherche appliquée et à intégrer le monde de l'entrepreneuriat, contribuant ainsi à trouver des solutions innovantes, à dynamiser l'économie nationale et à créer des emplois.

De son côté, le directeur de l'incubateur de l'université de Tissemsilt, Dr Hamza Nech, a souligné que cette institution assure la formation des porteurs de projets universitaires en coordination avec l'antenne locale de l'Agence nationale de soutien et de développement de l'entrepreneuriat. Chaque cycle de formation dure trois semaines et vise à favoriser l'esprit entrepreneurial au sein de l'université, offrant ainsi un environnement propice à la concrétisation des idées estudiantines.

Cette manifestation a été organisée par le bureau local de la Fondation algérienne de soutien à la jeunesse, en collaboration avec l'incubateur de l'université et plusieurs secteurs partenaires, dont la formation professionnelle, l'emploi et l'agriculture.

Deux ateliers de formation ont également été organisés à l'intention des étudiants porteurs de projets innovants, portant sur "La gestion administrative et financière des startups" et "Les procédures de dépôt de droits de propriété industrielle et d'ouverture d'un registre de commerce".

Ces ateliers ont été encadrés par des cadres issus de différents secteurs concernés. En clôture de l'événement, plusieurs étudiants porteurs de projets, ainsi que les encadreurs issus de l'université et des secteurs partenaires ont été honorés.

## Saïda

**Plus de 2.500 logements en chantier**

Une opération de réalisation de 2 580 logements, répartis entre les formules public locatif (LPL) et de promotionnel aidé (LPA), a été lancée, mardi dans la ville de Saïda.

Le wali de Saïda, M. Amoumen Mermouri, a donné le coup d'envoi de ces projets, lors d'une visite d'inspection des chantiers en cours dans le nouveau pôle urbain de la zone de Aïn Zarqa, à la sortie de la ville, sachant que ce nouveau quota d'habitat comprend 2.500

unités de la formule public locatif et 80 unités promotionnel aidé (LPA).

A cette occasion, M. Mermouri a exhorté les entreprises chargées de l'exécution des projets supervisés par l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) à renforcer les chantiers en main-d'œuvre, à respecter les normes de qualité de construction et à se conformer aux délais contractuels fixés à 18 mois. Au cours de la même visite, le wali a inspecté les travaux de réalisation de 600 loge-

ments LPL, dont le taux d'avancement a atteint 80 %, ainsi que le chantier de 150 logements LPA, qui enregistre une cadence de travaux soutenue.

Dans ce même secteur urbain, M. Mermouri a également procédé au lancement officiel des travaux de réalisation d'une école primaire, dotée d'un budget de 200 millions de dinars, avec un délai de livraison de six mois. Il a, par ailleurs, visité un chantier de réalisation d'un lycée d'une capacité de 1.000 places pédagogiques.

## Sidi Bel Abbès

**L'écloserie aquacole de Tabia reprend du service**

L'écloserie aquacole de la région de Tabia a été remise en service après sa réhabilitation, selon les services de la wilaya.

La cellule de communication a précisé que "les travaux de réhabilitation de cette écloserie, supervisés par les services techniques de la direction de la Pêche et de l'Aquaculture, ont été achevés", ajoutant que sa remise en service a été décidée suite aux instructions du wali de Sidi Bel Abbès, Kamel Hadji.

Cette infrastructure a fait l'objet d'un réaménagement complet ayant permis de re-

trouver sa fonction de centre de production d'alevins destinés au repeuplement des bassins aquacoles.

Les travaux ont notamment porté sur le forage d'un puits artésien pour assurer un approvisionnement permanent en eau, l'aménagement et l'équipement des bassins d'élevage, ainsi que la dotation de l'écloserie en équipements de laboratoire modernes qui contribueront au développement de la recherche scientifique dans le domaine de l'élevage piscicole. Un système basé sur une technologie avancée pour l'élevage d'alevins a

également été installé, permettant de produire des poissons de haute qualité tout en préservant les ressources en eau, a-t-on fait savoir de même source.

Cette initiative constitue une étape importante dans le développement de la filière aquacole dans la wilaya, et représente une pierre angulaire du soutien à l'économie bleue et au renforcement de la sécurité alimentaire, en fournissant une base de production et de recherche capable de soutenir les investisseurs et les chercheurs dans ce domaine prometteur.

## Mascara

**Exposition sur l'histoire du Mouvement national**

Une exposition consacrée à l'histoire du Mouvement national a été inaugurée, mardi au musée du Moudjahid de la wilaya de Mascara, à l'occasion du 51e anniversaire du décès de Messali Hadj (1898-1974), a-t-on constaté.

Cette manifestation, organisée par la direction des Moudjahidine et des Ayants-droit en coordination avec l'établissement muséal précité, est marquée par la présentation de livres, de publications, d'articles, brochures et de photos mettant en lumière l'histoire du Mouve-

ment national entre 1926 et 1954, ainsi que le rôle de Messali Hadj dans la résistance politique contre le colonisateur français.

A cette occasion, une sélection de publications du ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit est également exposée, notamment une série dédiée aux biographies et aux parcours militant de figures marquantes de la période du Mouvement national.

En marge de cette exposition de deux jours, un documentaire retraçant des événements historiques sur-

venus avant le déclenchement de la glorieuse Guerre de libération sera projeté. Un atelier sur la recherche historique autour du Mouvement national, destiné aux élèves, est également prévu, ont fait savoir les organisateurs.

L'objectif de cette exposition est de faire connaître aux jeunes générations l'histoire du Mouvement national, ainsi que ses grandes figures, à l'image de Messali Hadj, et de contribuer à la préservation de la mémoire nationale, indique-t-on de même source.





الصندوق الوطني للتوفير والإحتياط - بنك  
Caisse Nationale d'Épargne et de Prévoyance-Banque

DIRECTION DU RESEAU COMMERCIAL ORAN-EST « 700 »

### AVIS DE VENTE PAR ADJUDICATION N°03/DRCOE/2025

La Caisse Nationale d'Épargne et de Prévoyance-Banque, Direction du Réseau Commercial Oran-Est « 700 » ; met en vente sous plis cachetés et au plus offrant avec possibilité de crédit auprès de la CNEP-Banque 41/50 locaux commerciaux situés à MASCARA.

Programme	N° Bâtiment	N° Lot	N° section / local	Surface en m²	Mise à Prix en (DA) TTC par M²
250 logts promotionnels : 41/50 locaux commerciaux (sans et avec annexe s/sol) ; 192 aires de stationnement et 57 Boxes au s/sol à MASCARA	01	01	01	91.40 (Sans annexe)	LOCAUX COMMERCIAUX (sans annexe au sous/sol) 120 000,00 DA/M² TTC
			02	87.05 (Sans annexe)	
			13	49.90 (Sans annexe)	
	02	01	14	44.50 (Sans annexe)	
			15	49.90 (Sans annexe)	
			16	44.50 (Sans annexe)	
	03	01	27	91.40 (Sans annexe)	
			28	87.05 (Sans annexe)	
			40	24.45 (Sans annexe)	
	04	01	41	76.20 (Sans annexe)	
			57	70.10 (Sans annexe)	
			58	110.90 (Sans annexe)	
	05	02	69	111.20 (Sans annexe)	
			81	76.20 (Sans annexe)	
			99	87.05 (Sans annexe)	
	08	02	100	91.40 (Sans annexe)	
			111	49.90 (Sans annexe)	
			113	44.50 (Sans annexe)	
	09	02	114	49.90 (Sans annexe)	
			125	87.05 (Sans annexe)	
			126	91.40 (Sans annexe)	
	10	03	137	91.40 (Sans annexe)	
			138	87.05 (Sans annexe)	
			149	91.75 (Sans annexe)	
	11	03	151	93.00 (Sans annexe)	
			168	91.40 (Sans annexe)	
			179	Total : 237.60 (avec annexe) RDC : 79.90 s/sol : 157.70	LOCAUX COMMERCIAUX (avec annexe au sous/sol) 84 000,00 DA/M² TTC
	14	03	180	Total : 247.90 (avec annexe) RDC : 79.90 s/sol : 168.00	
			191	Total : 240.15 (avec annexe) RDC : 80.45 s/sol : 159.70	LOCAUX COMMERCIAUX (avec annexe au sous/sol) 84 000,00 DA/M² TTC
			193	Total : 360.20 (avec annexe) RDC : 57.25 s/sol : 302.95	
	15	03	209	Total : 233.00 (avec annexe) RDC : 75.30 s/sol : 157.70	LOCAUX COMMERCIAUX (avec annexe au sous/sol) 84 000,00 DA/M² TTC
			210	Total : 214.20 (avec annexe) RDC : 79.65 s/sol : 134.55	
	16	04	221	91.40 (Sans annexe)	LOCAUX COMMERCIAUX (avec annexe au sous/sol) 84 000,00 DA/M² TTC
			222	87.05 (Sans annexe)	
	19	04	249	91.40 (Sans annexe)	LOCAUX COMMERCIAUX (avec annexe au sous/sol) 84 000,00 DA/M² TTC
			261	91.40 (Sans annexe)	
	20	04	262	87.05 (Sans annexe)	LOCAUX COMMERCIAUX (avec annexe au sous/sol) 84 000,00 DA/M² TTC
			273	70.95 (Sans annexe)	
	21	04	274	44.75 (Sans annexe)	LOCAUX COMMERCIAUX (avec annexe au sous/sol) 84 000,00 DA/M² TTC
			275	93.10 (Sans annexe)	
	22	04	293	87.05 (Sans annexe)	

Les personnes physiques et morales intéressées par le présent avis sont invitées à se rapprocher de l'agence CNEP-Banque de MASCARA sise à " Rue Stambouli " W.Mascara , pour retirer le cahier des charges contre le paiement de la sommes de Deux mille Dinars (2 000,00 DA) pour chaque lot.

Les soumissions seront déposées à la même adresse, sous double plis cachetés.

L'enveloppe extérieure devra être anonyme et portera la mention suivante :

Secrétariat Permanent du Comité d'Ouverture des Plis  
Direction du Réseau Commercial ORAN – EST « 700 »  
Avis de vente par Adjudication N°03/DRCOE/2025  
A ne pas Ouvrir

La date limite des dépôts des offres est fixée à Trente (30) jours calendaires à partir de la date de la première parution du présent avis dans les quotidiens.

Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis qui aura lieu le lendemain de la clôture des dépôts des offres au niveau de la Direction du Réseau Commercial d'ORAN-EST, sise à « n° 23 de la rue BOUGUERRI Khelifa « Ex – Avenue d'Arcole » Gambetta (Oran) » à 10h00.

ANEP N° 2516018937 Le Quotidien d'Oran 05/06/2025

## REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE

DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS  
DE WILAYA DE TLEMCEEN

### AVIS D'ANNULATION DE L'AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE NIF du Maître de l'Ouvrage : 413024 000013031

Intitulé de L'opération : Etude et Suivi et Travaux de Réhabilitation de la Résidence Universitaire de MANSOURAH à Tlemcen.

PROJET : Réalisation des Travaux de Réhabilitation des Résidences Universitaire à MANSOURAH.

LOT N°03: Réhabilitation et mise à niveau de la Résidence universitaire TIDJANI HEDDEM à MANSOURAH

Conformément aux dispositions de l'article 73 du Décret Présidentiel N°15-247 du 16/09/2015 réglementation des marchés publics et suite à la décision de refus de visa N° 10/2025 du 28/04/2025, la Direction Des Equipements Publics de la Wilaya de Tlemcen rend public à l'ensemble de soumissionnaires concernés l'annulation de l'Avis d'Attribution Provisoire du Lot N°03: Réhabilitation et mise à niveau de la Résidence universitaire TIDJANI HEDDEM à MANSOURAH dans le cadre du PROJET : Réalisation des Travaux de Réhabilitation des Résidences Universitaire à MANSOURAH, apparu aux journaux **الروح الرياضية** le 20/01/2025 et Le Quotidien d'Oran Le 23/01/2025.

ANEP N° 2531008643 Le Quotidien d'Oran 05/06/2025

## VILLAS

■ Vends villa, 540 m², DF, St-Hubert + villa 470 m², Point du Jour + villa 600 m² avec piscine Courbet + villa 650 m² avec piscine Canastel + villa 280 m² nouveau Canastel – Contactez cabinet immobilier Victoria-Tel : 0552.58.43.72 / 040.49.81.20

## EMPLOIS

■ Cherche agent de maintenance factotum spécialisé électricité en bâtiment dans une salle des fêtes, à l'ouest d'Oran. Salaire selon compétence assuré et possibilité hébergement. Envoyez CV au 0778.37.22.31 ou 0550.05.10.05 par message au whatsApp

## LOCAUX

■ Vends local 50 m², rue Larbi Ben M'hidi + local 50 m² bd Emir Aek + local 50 m², rue Med Khemisti + local 50 m² bd Nakhla (Maraval). Cab imm Victoria, 04 rue Med Khemisti Oran – 0552.58.43.72 / 040.49.81.20

### PENSÉE

Notre très cher

Ba Drissi

Aribi.

Cela fait déjà

six ans depuis

que tu nous as quittés, en cette triste journée du 5 juin 2019. Tu as laissé un vide immense que nul ne peut combler. Tu nous manques terriblement. Tu vis et vivras toujours dans nos cœurs et nos pensées.

Allah yarahmek « Ba, chéri »



### PENSÉE

A la mémoire

de notre

cher père

AMIER

Mohamed

dit Abdelkader,

décédé le 06/06/2015

Cela fait dix ans depuis qu'il nous a quittés pour un monde meilleur en laissant derrière lui un immense vide irremplaçable. Sa famille demande à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.

Puisse Dieu

Le Tout-Puissant l'accueillir en Son Vaste Paradis.



■ Donne en location hangar de 400 m², avec équipement d'une unité de fabrique d'aliments de bétail, à Hassi el Ghella (W Aïn témouchent) Tél : 0560.01.53.54 et 0773.49.65.15

## DIVERS

■ Licence de taxi à louer à Oran, pour 2 ans, 3.700 DA/ mois paiement cash – Tél : 0779.4 9.26.86

### HUISSIERS DE JUSTICE

محضرين قضائيين

لكل إعلاناتكم للبيع بالمزاد العلني في الجرائد الوطنية

Pour toutes vos publications de vos avis de vente aux enchères publiques

Contactez-nous aux : 0555.05.90.10 Mail [canalsurpub@yahoo.fr](mailto:canalsurpub@yahoo.fr) T/F 048.74.13.48 / 74.11.22

CANAL SUR : Marketing & Publicité

Conception-Rédaction & Publication de vos annonces publicitaires dans la Presse

## Don de sang Algérie Donner son sang, c'est sauver une vie



التبرع بالدم الجزائر  
أنقذ حياة بقطرة دم



TF1

## 19.50 Ligue des Nations UEFA



ESPAGNE / FRANCE

Sur la pelouse de l'Arena de Stuttgart, l'équipe de France emmenée notamment par Adrien Rabiot et Kylian Mbappé défie la Roja de Lamine Yamal, championne d'Europe en titre, pour tenter de décrocher une place pour la finale de la Ligue des nations, le 8 juin prochain à Munich. Les joueurs de Didier Deschamps vont tout mettre en oeuvre pour prendre leur revanche sur les Espagnols qui les ont éliminés l'an dernier (2-1) en demi-finale du championnat d'Europe des nations.

2

## 20.13 Envoyé spécial



Présenté par Elise Lucet

«Cold Cases, et si vous aviez la clef de l'énigme?» : L'opération «Identify me» fait appel au grand public pour tenter d'identifier les corps de femmes découvertes en France et dans toute l'Europe. 46 dossiers ont été rouverts par Interpol et partagés sur Internet avec l'espoir de recueillir de nouvelles informations sur ces affaires criminelles irrésolues.

3

JEUDI

CINE +  
FRISSON

## 20.05 Tandem



Série policière - France - 2023

Saison 7 - Episode 1/12

- On ne joue pas avec le feu  
Avec Astrid Veillon, Pierrick Tournier, Tatiana Gousseff, Alban Casterman  
Léa Soler rentre chez elle et découvre Paul, inconscient, blessé par balle. Elle appelle les secours, il est sauvé in extremis. La thèse d'un cambriolage ayant mal tourné est privilégiée officiellement, mais Léa mène une enquête parallèle. Peu après, elle fait connaissance avec Esther Dulac, la nouvelle procureure, sur la scène de crime d'un homme décédé lors de la «fête de divorce» d'une pharmacienne avec son groupe d'amies.

ACTION

## 19.50 Flyboys



Film de guerre - Grande-Bretagne - Etats-Unis - 2006

Avec James Franco, Jean Reno, Martin Henderson, Jennifer Decker  
En 1917, Blaine Rawlings et des dizaines de jeunes Américains qui rêvent d'aventures s'engagent volontairement pour combattre l'Allemagne au sein de l'armée de l'air française, alors que leur pays n'est pas encore entré officiellement en guerre.

## 19.50 Black Rain



Film policier - Etats-Unis - 1989

Avec Michael Douglas, Andy Garcia, Ken Takakura, Kate Capshaw

A New York, le policier Nick Conklin et son coéquipier, Charlie Vincent, sont témoins d'un meurtre dans un restaurant japonais. Ils réussissent à arrêter Sato, un des assassins. Le Japon ayant obtenu l'extradition de son ressortissant, Nick et Charlie sont désignés pour le rapatrier. A leur arrivée à Osaka, ils le remettent à deux policiers qui s'avèrent être des yakuzas.

CANAL+  
GRANDECRAN

## 20.04 Gladiator



Péplum - Etats-Unis - Grande-Bretagne - 2000

Avec Russell Crowe, Oliver Reed, Joaquin Phoenix, Connie Nielsen

En 180 après Jésus Christ, le général romain Maximus, vainqueur des barbares de Germanie, doit succéder à son mentor, l'empereur Marc Aurèle. Mais ce dernier est tué par son propre fils Commodus, jaloux et avide de pouvoir. Le parricide chasse Maximus de Rome, tente de l'assassiner et fait massacrer sa famille.

CANAL+

## 20.09 The Agency



Série de suspense - Etats-Unis - 2024  
Saison 1 - Episode 5/10

Avec Michael Fassbender, Jeffrey Wright, Richard Gere

Osman surprend Samia et Martien dans un restaurant à Londres. Il cherche à découvrir la véritable identité de l'agent américain qui se fait appeler encore Paul Lewis. Pour tenter de retrouver des indices menant à Coyote, Henry envoie Owen fouiller son appartement à Minsk. Ce dernier découvre qu'une jeune femme squatte dans le logement vide.

RTL9

## 19.55 Copycat



Film policier - Etats-Unis - 1995

Avec Holly Hunter, Dermot Mulroney, Sigourney Weaver, Harry Connick Jr.

Psychiatre spécialiste des tueurs en série, Helen Hudson est sauvagement agressée par Darryll Lee Cullum, un psychopathe que la police parvient à arrêter. Helen devient agoraphobe et se terre dans son appartement. Elle garde un contact avec l'extérieur grâce à Internet et à son collaborateur, Andy. Mais après une série de plusieurs meurtres, l'inspectrice Monahan décide de faire appel à Helen.

TF1

## 20.10 Mask Singer



Saison 7 - Episode 6

- Spéciale Harry Potter

Présenté par Camille Combal

Dissimulées sous des déguisements, des célébrités délivrent anonymement des performances scéniques. Dans le rôle des enquêteurs, Kev Adams, Chantal Ladesou, Laurent Ruquier et Elodie Poux tentent de regrouper des indices pour les démasquer. Lors des précédentes émissions, Patrick Sébastien, Hélène Rolles, Shaggy, La Toya Jackson ou encore Jeanfi Janssens ont été reconnus par les enquêteurs.

2

## 20.10 La manière forte



Téléfilm policier - France - 2024  
Avec Grégoire Bonnet, Isabel Otero, Cyril Descours, Théo Frilet

À Angoulême, une femme de 25 ans est retrouvée morte dans un parc par des joueurs de paintball. La victime a un 7 gravé en chiffres romains sur une cuisse. Cette marque est la signature du tueur en série Gabriel Laporte. Seulement ce dernier est actuellement sous les barreaux. Chargée de l'enquête, la capitaine Kabongo n'a pas d'autre choix que d'auditionner Thierry Chevalier, le policier à la retraite qui a arrêté Laporte 18 mois plus tôt en extorquant ses aveux.

ACTION

VENREDI

6

## 19.50 Blown Away



Film d'action - Etats-Unis - 1994

Avec Jeff Bridges, Tommy Jones, Lloyd Bridges, Suzy Amis

Liam McGivney, un jeune membre de l'Ira, découvre que son instructeur, Ryan, prépare un attentat qui pourrait tuer des centaines d'innocents. Il le dénonce aux autorités et s'enfuit aux Etats-Unis. Vingt ans plus tard, sous le nom de Jimmy Dove, devenu policier à Boston, il est marié à Kate et père d'une petite fille.

CINE +  
FAMIZ

## 19.50 Le parc des merveilles



Film d'animation - Espagne - Etats-Unis - 2019

Dans le fabuleux parc de Wonderland, Boomer, un ours, tient l'accueil, Steve, un hérisson, est responsable de la sécurité, tandis que Peanut, chimpanzé et chef du parc, s'occupe des manèges et montagnes russes. Mais ce parc merveilleux n'existe que dans l'imaginaire de la petite June Bailey, qu'elle partage chaque soir avec sa maman au cours de longues discussions avant le coucher.

## 20.10 Mission Impossible : Dead Reckoning



Film d'action - Etats-Unis - 2023

Avec Tom Cruise, Hayley Atwell, Ving Rhames, Simon Pegg

Dans les profondeurs de la mer de Béring, le sous-marin russe Sébastopol, ultraperfectionné et censément indétectable, navigue sous la calotte glaciaire de l'arctique. Mais une série d'événements dramatiques et inexplicables laissent le sous-marin éventré et son équipage noyé.

CINE +  
FRISSON

## 19.50 Gravity



Film de science-fiction - Grande-Bretagne - Etats-Unis - 2013

Avec Sandra Bullock, George Clooney

Une navette américaine effectue une mission dans l'espace pour réparer le télescope Hubble. A son bord, se trouvent le docteur Ryan Stone, pour sa première sortie en apesanteur, et l'astronaute Matt Kowalski. Suite à l'explosion d'un satellite russe, un nuage de débris percute l'engin. Terrifiée, Stone est éjectée dans le vide stellaire. Kowalski se propulse à sa rescousse et parvient finalement à la rattraper.

CANAL+

## 20.11 Gladiator II



Péplum - Etats-Unis - Grande-Bretagne - 2024

Avec Paul Mescal, Pedro Pascal, Connie Nielsen, Denzel Washington

Seize ans après la mort de Marc Aurèle, la corruption a gagné Rome qui vit sous la tyrannie des empereurs jumeaux Geta et Caracalla. C'est dans ce contexte que Lucius Verus, qui vit en Numidie, est capturé par le général romain Acacius, juste après avoir vu sa femme Arishat mourir sous ses yeux. Désormais prisonnier, Lucius est emmené à Rome où il devient esclave.

RTL9

## 19.55 Passengers



Film de science-fiction - Etats-Unis - Australie - HongKong - 2016

Avec Jennifer Lawrence, Chris Pratt, Laurence Fishburne, Andy Garcia

Le vaisseau spatial Avalon traverse l'espace à destination de la planète colonie Homestead II. A son bord, 258 membres d'équipage et 5000 passagers, placés en hibernation, le temps d'un très long voyage de 120 ans. Mais la traversée d'un champ d'astéroïdes provoque un incident qui réveille le mécanicien Jim Preston 90 ans trop tôt.



# 10 PREFERS





## Au moins onze morts dans un accident d'autocar au Mexique



**A**u moins onze personnes sont mortes et 22 ont été blessées dans un accident d'autocar survenu mardi sur une route de l'Etat du Nuevo Leon (nord du Mexique), a indiqué la Protection civile locale dans un communiqué.

Certains des blessés ont été transportés par hélicoptère vers des hôpitaux de Monterrey, la deuxième ville du pays et capitale de Nuevo Leon.

La Protection civile a précisé que le bus se dirigeait vers Tampico, dans l'Etat voisin de Tamaulipas. Selon les médias locaux, les passagers étaient pour la plupart des touristes mexicains. Les accidents de la route se sont multipliés au Mexique au cours des dernières années. Les principales causes sont le mauvais état des véhicules, l'imprudence ou la fatigue des conducteurs.

## Le Vietnam met fin à la limite de deux enfants par famille



**L**e Vietnam a abandonné la limite de deux enfants par famille, en place depuis 1988, a rapporté mercredi l'agence officielle du pays communiste, confronté à la baisse continue du taux de fécondité.

Chaque couple est désormais libre de choisir le nombre d'enfants qu'il souhaite avoir, indique l'Agence vietnamienne d'information (VNA). Le Vietnam, qui compte environ 100 millions d'habitants, craint que la baisse du taux de fécondité, généralement associée aux pays riches, affecte son dynamisme économique - les autorités ayant l'objectif d'atteindre le statut de pays à revenu élevé d'ici 2045.

Ces trois dernières années, le taux de fécondité s'est situé en dessous du seuil de renouvellement fixé à 2,1, atteignant des niveaux «historiquement» bas, a déploré le ministère de la Santé. De 2,11 enfants par femme en 2021, le chiffre a chuté à 2,01 en 2022, puis 1,96 et enfin, 1,91 l'an dernier.

# Le Quotidien

D'ORAN  
Edition Nationale d'Information

## L'Espagne annule l'acquisition de missiles antichars auprès d'une entreprise israélienne



**L**Espagne a annulé l'achat de 168 lanceurs et 1.680 missiles antichars à l'entreprise israélienne Rafael, ont annoncé des médias espagnols mercredi, quelques semaines après l'annulation d'un contrat avec une autre entreprise israélienne pour la fourniture de munitions.

Le contrat évoqué mercredi s'élevait à 287,5 millions d'euros, a indiqué le quotidien

El País en citant des «sources gouvernementales», et le matériel devait être fabriqué en Espagne sous licence de l'entreprise israélienne.

Le ministère de l'Intérieur espagnol avait déjà décidé en avril de résilier un contrat d'achat de munitions à une entreprise israélienne, en partie sous la pression du parti d'extrême gauche Sumar, partenaire gouvernemental des

socialistes. Il s'agissait d'un contrat d'achat de balles à l'entreprise israélienne IMI Systems pour un montant de 6,8 millions d'euros.

Yolanda Díaz, numéro trois du gouvernement et figure de proue de Sumar, avait alors déclaré que l'Espagne ne pouvait pas faire «des affaires avec un gouvernement génocidaire (...) qui massacre le peuple palestinien».

## Le nombre de riches et leur fortune à leur plus haut historique

**L**e nombre de riches et leur fortune n'ont jamais été aussi élevés, grâce à l'augmentation des cours boursiers et à l'engouement autour de l'intelligence artificielle (IA), montre une étude internationale menée par le cabinet de conseil Capgemini publiée mercredi.

Le nombre de personnes fortunées dans le monde, définies par Capgemini comme les personnes dont l'argent disponible hors résidence principale dépasse le million de dollars, a augmenté sur un an de 2,6%, à 23,4 millions de personnes en 2024, a calculé le cabinet dans son étude intitulée «World Wealth Report».

Cette croissance est principalement portée par l'augmentation du nombre de personnes «ultrafortunées», possédant 30 millions de dollars et plus, en hausse de 6,2%



sur un an. La fortune des plus riches a elle aussi augmenté, avec un patrimoine total estimé de 90.500 milliards de dollars, soit une hausse de 4,2% par rapport à l'année

précédente. En nombre de personnes concernées et en fortune, il s'agit de deux records depuis que Capgemini a commencé à publier cette étude annuelle en 1997.

## Plus de 200.000 Afghans sont partis du Pakistan en pleine campagne d'expulsions



**P**lus de 200.000 Afghans sont rentrés dans leur pays depuis que le Pakistan a lancé le 1er avril une campagne d'expulsion massive contre les quelque trois millions d'Afghans présents sur son sol, qu'il accuse d'être liés au «terrorisme et au narcotrafic».

Le rythme des départs, en partie volontaires mais résultant également de descentes de police, a considérablement décru malgré tout: si en avril, 135.865 Afghans avaient franchi la frontière, seuls 67.478 l'ont fait en mai. Islamabad avait purement et simplement annulé les 800.000 cartes de résidence qu'il avait distribuées à des Afghans, parfois nés sur son sol ou y résidant depuis des décennies.

Le Pakistan menace désormais de lever fin juin la protection accordée au 1,3 million d'Afghans détenteurs d'une carte de réfugié délivrée par le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR). Les Afghans sont également poussés au départ par l'Iran. Téhéran a donné «jusqu'au 6 juillet» aux «quatre millions d'Afghans illégaux» pour quitter son territoire.

## EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

### LA FÊTE AVEC DES HAUTS ET DES BAS

**O**n s'y est fait finalement quel qu'en soit le prix et dans un renversement des rôles, le père de famille a obéi à une obligation financière pour qu'il remplace le mouton dans le sacrifice.

C'est ainsi ! Même si l'engagement est accompagné d'une lourde moue non dissimulée. C'est que cette dite grande fête n'a pas seulement une assise religieuse, mais elle répond aussi à un ordre presque impératif d'appartenance et de communion sociale.

Elle est aussi besoin de souligner une propre reconnaissance et une intégration dans un groupe humain. Se justifier contre l'irrationnel de l'élan par la soumission aux caprices des enfants n'est qu'un léger argument et piètre bagatelle. Le sacrifice

a une multiple dimension à laquelle on s'astreint pour attester une présence dans la société à laquelle on tient à appartenir. Aussi, l'Etat a décidé de prendre ses responsabilités en initiant une opération unique en son genre en important un million de moutons d'Espagne et de Roumanie. On devine la complexité dans la faisabilité de cette action hors normes destinée aux familles dans le besoin.

On se doute bien que la démarche n'a pas pu s'effectuer au pied levé et que sa conclusion devait tenir compte de la disponibilité du cheptel à l'international, alourdie par la nécessité de son

transport. L'organisation de sa distribution aux acquéreurs n'a pas été non plus de tout repos. Elle a exigé des administrations nationales plurielles engagées dans un véritable plan de bataille durant plusieurs semaines. Il y a eu des hauts et des bas provoquant des réactions mitigées des plus satisfaisantes aux plus surréalistes.

Le fâcheux opportunisme commercial n'a pas manqué non plus d'investir et de ternir, comme de coutume, ce grand rituel censé être un pilier d'union humaine.

Sans doute ne faudra-t-il retenir de la fête de ces deux jours que le souvenir très particulier qu'elle laissera. Elle devra cependant servir d'expérience pour tout le monde pour inciter à réfléchir sur les réels tenants de l'appartenance nationale.